

# **Vers le socialisme** **autogéré . . .**

## **SOMMAIRE.**

**Préface.**

**INTRODUCTION.**

Première partie : **LE CAPITALISME.**

**I.) GÉNÉRALITÉS.**

1. L'incohérence du mode de production capitaliste. - 2. Les crises du 19<sup>ème</sup> siècle.  
- 3. La crise de 1929. - 4. Les trente glorieuses. - 5. La dérégulation et la crise  
actuelle. - 6. Le Capitalisme aujourd'hui destructeur : l'accroissement des  
inégalités, la destruction de l'écosystème.

**II.) NATURE DU CAPITALISME.**

1. Définitions économiques. - 2. La dynamique du mode de production capitaliste.  
- 3. Les "Lois internes" du capitalisme. - 4. Les valeurs et les moteurs du  
capitalisme : l'appât du gain, la compétitivité.

**III.) CAPITALISME ET DÉMOCRATIE.**

1. Démocratie politique et démocratie économique. - 2. Les Médias. - 3. Le  
Gouvernement, le Pouvoir, l'État. - 4. Liberté, Égalité, Fraternité. - 5. Vers un  
nécessaire changement de système. - 6. Conclusion de cette première partie.

Deuxième partie: **LE SOCIALISME AUTOGÉRÉ.**

**I.) NATURE DU SOCIALISME.**

1. Quelques mises au point nécessaires. - 2. La troisième voie ? - 3. Socialisme d'État et socialisme libéral autogéré.

**II.) L'ÉCONOMIE DU MODE DE PRODUCTION SOCIALISTE AUTOGÉRÉ.**

1. Socialisme planifié et socialisme de marché. - 2. Les acquis du capitalisme. - 3. Socialisation des entreprises. - 4. Socialisation du crédit. - 5. La Banque Publique : nature et objectifs, la Banque Publique et l'investissement des entreprises. - 6. L'épargne et l'investissement. - 7. Les autres sources de propriété lucrative : la propriété immobilière, la propriété foncière, la propriété intellectuelle. - 8. Quelques réflexions diverses d'ordre économique : concurrence trusts et monopoles, la publicité, la transparence, la concurrence pure et parfaite. - 9. Quelques réflexions d'ordre socio-économique : le droit au travail, redéfinir le rôle du travail, le revenu minimum d'existence (RME), la redistribution sociale. - 10. Conclusion du chapitre sur l'économie socialiste autogérée.

**III.) SOCIALISME AUTOGÉRÉ ET SOCIÉTÉ.**

## PREFACE.

Ce texte a été écrit fin 1999, et partiellement revu début 2001. Il est le résultat d'une réflexion alimentée d'une part par de nombreux échanges et discussions sur les forums internet, et d'autre part par de nombreuses lectures. Notre système socio-économique capitaliste est très complexe, et très peu de gens en connaissent les analyses faites par les théoriciens socialistes. L'objectif de ce texte était double, il s'agissait :

- d'une part d'apporter à chacun des éléments d'analyses, permettant de mettre en évidence quelques mécanismes fondamentaux du système, montrant son incohérence et son incapacité à assurer aussi bien un développement socio-économique égalitaire, qu'une quelconque stabilité économique durable.

- d'autre part de montrer qu'un système socio-économique socialiste autogéré ne relevait pas de l'utopie, mais d'un projet parfaitement réaliste. Que non seulement il n'aboutissait pas une dictature sociale ou économique, mais qu'au contraire il permettait de libérer l'humain, la démocratie, et l'entreprise, du diktat de l'Argent, ceci tout en conservant les avantages inhérents à la libre-entreprise.

Depuis 1999 l'actualité économique a continué d'évoluer. Par rapport à la situation décrite ici, les déséquilibres japonais ont continué de s'aggraver, ainsi que le déficit commercial des États Unis et l'endettement de ses ménages. Les bourses ont pour la plupart connu une très importante baisse et la tendance ne semble guère s'améliorer. L'économie d'Argentine, le bon élève du FMI, est en train de s'effondrer totalement, entraînant la population dans le chômage massif, la pauvreté, et même la faim. La croissance s'est effondrée en Europe et aux États-Unis, et certains trimestres la récession y pointe son nez. En fait toutes ces données ne viennent que confirmer la pertinence des analyses exprimées dans la première partie de cet essai, et que conforter l'idée que nous entrons dans un processus de crise socio-économique majeure.

Ce texte est d'une part daté, mais d'autre part ma connaissance et mes réflexions ont évolué. Certains points me paraissent aujourd'hui sinon contestable, du moins nécessitant un approfondissement, ou un éclairage différent. Il s'avère que ce texte, très dense, est pour ma part essentiellement devenu le point de départ de réflexions plus approfondies, sur les nombreux points et thèmes qu'il aborde

Michel Lasserre

(juin 2002)

## **INTRODUCTION.**

Il y a 150 ans, Marx et Engels écrivaient " Le Manifeste du Parti Communiste". Cet ouvrage annonçait la fin à venir du capitalisme, et l'inéluctable avènement du socialisme. Aujourd'hui, le capitalisme est toujours là. Depuis 150 ans, il a su s'adapter, évoluer. Bien sûr ce ne fut pas sans crises, sans guerres, mais il faut reconnaître que par rapport à son prédécesseur le système féodal, d'importantes évolutions technologiques ont vu le jour sous ce système, ainsi qu'un certain nombre d'avancées sociales.

Le capitalisme a "envahi" la planète. La quasi-totalité de la population mondiale dépend, aujourd'hui, du même système économique et financier, basé sur le dollar, sur la rentabilité des capitaux internationaux, et soumis à la "loi du profit". Or, une gigantesque crise du système est en train de se généraliser.

L'économie asiatique, modèle des années 90, est déjà partiellement effondrée. Le chômage, inconnu dans ces pays, est en train de voir ses chiffres augmenter parfois très fortement, et la misère apparaît déjà dans quelques pays ruinés par le flux et le reflux des capitaux. La Russie et plusieurs pays de l'Est, achevés par 10 ans de capitalisme, voient leurs misérables citoyens revenir au troc afin d'assurer leur maigre subsistance. Les bourses d'Amérique Latine et occidentales jouent au yo-yo. Des banques et de grosses institutions financières font faillite ou fusionnent pour l'éviter. Les inégalités nationales et internationales sont de plus en plus croissantes. La croissance économique diminue, et est même entrée en récession dans plusieurs pays. Les masses monétaires augmentent à des taux jamais vu hors période d'inflation, et la déflation apparaît en Chine et au Japon. Le spectre du krach de 1929 et de la "Grande Dépression des années trente" est de retour.

Certains penseront: "Le capitalisme s'est sorti de beaucoup de crises, il n'y a pas de raison qu'il ne se sorte pas de celle là. Et de toute façon, il n'y a pas d'autre solution." Qu'ils se disent que beaucoup de leurs anciens pensaient la même chose du mode de production féodal en 1789.

Nous sommes entrés dans un processus de crise du capitalisme ayant une étendue, et des conséquences, beaucoup plus importantes que celle des années trente. Une telle crise ne pouvant que favoriser, voire nécessiter une transition vers un autre système, il est urgent d'avoir une vision actualisée de ce que pourrait être un système socio-économique socialisé moderne.

## Première partie:

# LE CAPITALISME.

## I.) GÉNÉRALITÉS .

Le capitalisme n'est pas un système universel ayant existé de tout temps. C'est le résultat d'une longue évolution des sociétés humaines, et de leurs pratiques économiques. L'image que nous en avons aujourd'hui correspond, elle-même, au résultat d'un processus évolutif du système lui-même.

La plupart des économistes et historiens font remonter le début du développement du capitalisme au 15<sup>ème</sup> siècle. Dès cette époque, les échanges commerciaux commencèrent à entraîner l'accumulation croissante de capital financier. Celui-ci se développa avec la découverte de l'Amérique et l'afflux de métaux précieux. Le capitalisme industriel qui était déjà apparu vers le 13<sup>ème</sup> siècle en Italie, commença à se répandre au 17<sup>ème</sup> dans le cadre de la manufacture. Il se développa et prit de l'ampleur au 18<sup>ème</sup> avec le perfectionnement du machinisme et l'utilisation du moteur à vapeur. Il prit son plein essor au 19<sup>ème</sup> avec la première révolution industrielle.

Marx a décrit le capitalisme du 19<sup>ème</sup>, celui qui existait à son époque. Depuis, l'histoire a suivi son cours, le capitalisme a su évoluer. Le capitalisme sauvage du 19<sup>ème</sup>, grâce aux concessions acquises par l'intermédiaire des luttes sociales, a parfois laissé place à un "capitalisme à visage humain". Bien sûr, les crises annoncées furent bien au rendez-vous, celle de 29 en particulier, elle n'a réellement pris fin qu'après la guerre de 39-45. Le passage à l'économie de guerre, la reconstruction, la généralisation du "fordisme" et de la société de consommation de masse, permirent au capitalisme de relancer le système..... jusqu'à la crise d'aujourd'hui.....

### 1.) L'incohérence comptable du mode de production capitaliste.

Le mode de production capitaliste tranche avec les modes de production existant avant lui. La production de biens ne dépend plus de producteurs isolés, mais d'une production organisée suivant un processus socialisé complexe. La production industrielle n'est plus seulement motivée par l'utilité réelle des biens produits (valeur d'usage), mais essentiellement par l'intérêt de l'investisseur financier (valeur marchande).

Toute production nécessite un investissement en argent (capital financier), destiné d'une part à acheter les biens nécessaires à la production : machines,

bâtiments, matières premières, et d'autre part à acheter la force de travail des ouvriers. Cet argent est durant le processus de production transformé en capital-marchandise, qui est à son tour retransformé en capital-argent dès la vente de la marchandise. Et, bien entendu, réinvesti immédiatement dans un autre cycle de production. Le capital argent récupéré à la fin du cycle est normalement supérieur au capital argent investi au début du cycle (d'où la seule motivation de l'investisseur). L'argent a dégagé une plus-value, il a rapporté de l'argent.

Voyons voir de plus près comment l'argent a-t-il pu se reproduire par l'intermédiaire du processus de production. Le prix de vente des marchandises, produites dans le mode de production capitaliste, se décompose ainsi:

(prix des matières premières) + (amortissement du matériel) + (charges diverses) + (salaires) + (profit).

Le profit représente la part destinée au capital investi. Nous savons depuis Adam Smith, que ce profit correspond à une part prélevée sur le travail de l'ouvrier, et non à un quelconque miracle qui permettrait à l'argent de se reproduire de lui même. "*Ce maître prend une part du produit de leur travail ou de la valeur que ce travail ajoute à la matière à laquelle il est appliqué, et c'est cette part qui constitue son profit*". Nous ne porterons pas un jugement moral sur cette exploitation, nous observerons simplement le mécanisme et ses implications d'un peu plus près.

Le profit capitaliste peut à son tour se décomposer en deux parties, une partie est réservée à la consommation de l'investisseur capitaliste, l'autre partie est destinée à être réinvestie en étant accumulée à son capital déjà existant. Et destinée, par-là même, à dégager de nouveaux profits lors de nouveaux et incessants cycles de production. Prenons un exemple simple pour mieux comprendre.

Une production (somme de marchandises) est vendue 10 000 F. Son prix de vente se décompose ainsi : (prix des matières premières) + (amortissement du matériel) + (charges diverses) + (salaires) + (profit) = 10 000 F .

(prix des matières premières) + (amortissement du matériel) + (charges diverses) + (salaires) = 9 000 F ; profit = 1 000 F

La somme de 9 000 F correspond en fait à l'investissement de départ du capitaliste, elle a effectivement été mise en circulation sur le marché d'échange, dépensée dans la consommation de l'entreprise.

Considérons que sur son profit de 1 000 F, l'investisseur garde 200 F pour sa consommation personnelle et augmente son capital de 800 F.

Les 200 F destinés à être consommés s'ajoutent aux 9 000 F. La somme d'argent mise sur le marché de la consommation est donc 9 000 + 200 = 9 200F. Les 800 F ajoutés au capital correspondent à une somme d'argent qui n'est pas destinée à être consommée. Ils pourront être dépensés temporairement dans un nouvel investissement, mais reviendront à leur propriétaire sans avoir été réellement consommés. Ils sont destinés à dégager à leur tour de nouveaux profits, permettant de nouvelles accumulations du capital.

Donc, nous avons d'un côté 9 200 F mis sur le marché, soit déjà consommés soit destinés à être consommés, et de l'autre côté des marchandises d'une valeur de 10 000 F.

**Il apparaît que l'argent destiné à la consommation ne suffit pas pour consommer toutes les marchandises produites. Des marchandises ont été mises sur le marché pour une valeur de 10 000 F, et seulement 9 200 F sont disponibles pour les acheter.**

L'incohérence du mode de production capitaliste est là : ce système est naturellement déséquilibré. Il ne peut bien fonctionner que temporairement pendant des périodes de croissance, grâce à l'utilisation du crédit, et ne peut qu'aboutir à des crises.

Cet exemple nous montre que le capital initial de 9 000 F, auquel on ajoute les 800 F dégagés par l'intermédiaire de ce cycle de production, s'élève maintenant à 9 800 F. On appelle ce phénomène l'accumulation du capital.

## 2.) Les crises du 19<sup>ème</sup> siècle.

Le mode de production capitaliste est intimement lié au système bancaire et au système de crédit, la monnaie y joue un rôle fondamental. L'exemple, vu au chapitre précédent, nous montre un excès de marchandises mises sur le marché, par rapport à la quantité de monnaie mise en circulation. Il est évident qu'au bout d'un certain temps, cet écart s'amplifiant au fur et à mesure de l'accumulation du capital, un manque de liquidités (monnaie) va apparaître en même temps qu'une surproduction relative de marchandises et de moyens de production. Ces marchandises ne se vendant pas (par manque de liquidités du client potentiel), les investisseurs ne peuvent récupérer leur argent, des sociétés font faillites ainsi que des banques, et nous avons la crise classique dite de surproduction (que Braudel appelle crise du crédit).

Ces crises furent très fréquentes au siècle dernier, elles revenaient cycliquement tous les 7 à 10 ans. L'économie entrait en récession accompagnée d'un inévitable krach boursier, du capital disparaissait dans les faillites de banques et d'entreprises, et le système repartait à chaque fois, plus ou moins rapidement.

## 3.) La crise de 1929.

La crise de 1929 se déclencha aux USA après une période d'euphorie économique, une forte hausse des valeurs boursières, un crédit facile et abondant facilitant la spéculation. Cette crise majeure se révéla par un krach boursier : chute des cours de 90% en 3 ans, qui mirent 25 ans à retourner à leur niveau. Les difficultés bancaires coupèrent le crédit aux entreprises et aux particuliers, une chute de la production s'ensuivit, de nombreuses faillites, du chômage de plus en plus massif (multiplié par 4 aux USA), un effondrement de la demande solvable de biens, la généralisation de la crise, des dévaluations successives et la mise en place de barrières douanières.

Les gouvernements mirent en place des politiques de grands travaux sensés relancer l'économie nationale, des politiques plus sociales et plus redistributrices (New Deal, Front Populaire), des destructions de stocks, mais rien ne semblait faire réellement redémarrer le système.

L'économie mondiale ne sortit de la dépression qu'après 1945, c'est à dire qu'après le passage à l'économie de guerre.

#### 4.) Les trente glorieuses.

C'est ainsi que l'on nomme la trentaine d'années qui succédèrent à la guerre. Nous voyons s'imposer un capitalisme légèrement différent. Le libéralisme des années 20 ayant conduit à la crise est mis à l'écart, et une nouvelle approche du rôle de la consommation et de l'État régulateur est mise en avant. Les progrès technologiques des moyens de production et la généralisation du "fordisme" mirent en place la société de consommation de masse.

L'invention et la production constante de nouveaux biens de consommation, l'énergie bon marché et le progrès technologique constant (hausse de la productivité stimulée par la concurrence), permirent un dynamisme économique jamais vu auparavant. L'inflation (diminuant pourtant les taux de profit du capital) ne semblait pas poser de problème dans un monde où régnaient le plein emploi et la croissance.

Jusqu'au moment où, dans les années 70, le chômage fit son apparition ...

#### 5.) La dérégulation et la crise actuelle.

Les années 70 furent marquées par une forte inflation, une importante montée du chômage, et une baisse de la croissance. Le taux de profit du capital baissait dangereusement, et les liquidités commençaient à faire défaut. Le capitalisme régulé, "keynésien", atteignait ses limites. Le système monétaire international, basé sur le dollar indexé à l'or, posait de graves problèmes, les dollars envahissaient la planète et l'or quittait les USA. Une crise majeure menaçait à nouveau.

L'or a toujours joué un rôle important dans le contexte du système capitaliste (ainsi que dans les systèmes antérieurs), principalement au niveau des échanges extérieurs. Dans le cadre d'un système monétaire basé sur l'or, les possibilités d'augmenter la quantité de monnaie en circulation restent limitées ; l'or fut démonétisé en 1976. La dérégulation et la fuite en avant dans la monnaie de crédit, devenues nécessaires pour permettre la survie du système économique, pouvaient commencer. Le dollar devint la seule monnaie de référence pour les échanges internationaux.

Le capitalisme "régulé" des trente glorieuses dut à nouveau faire place au libéralisme, au règne sans partage de l'argent. La concurrence acharnée, que se livraient les industriels et les financiers, faisait baisser les taux de profits du capital, tout devint bon pour essayer de les augmenter : hausse de la productivité grâce au

développement de la technologie numérique, blocage des salaires, robotisation, licenciements, délocalisations.

L'argent de plus en plus facile à obtenir sur le marché financier entraînait une extension rapide du crédit et de l'endettement. Au Japon, le dynamisme particulièrement fort de l'économie locale destinée à l'exportation entraîna la formation d'une bulle spéculative qui éclata au début des années 90, entraînant peu à peu celui-ci vers la récession. Les pays d'Asie du sud-est, qui profitèrent des capitaux étrangers pour développer une économie d'exportation, connurent en été 97 une crise financière qui vit refluer les capitaux et fit s'effondrer leurs finances et leur économie. Aujourd'hui, le Japon s'enfonce dans la récession et la dette publique (120% du PIB). Les coûteux plans de relance du gouvernement japonais ne suffisent pas à relancer la croissance. Les banques accumulent les créances douteuses. Pourtant, ses excédents commerciaux vers les États-Unis et l'Europe augmentent constamment. Le Japon représente la plus grande réserve d'épargne mondiale, l'équivalent de 10 000 milliards d'Euros qui dorment sur les comptes en banque des ménages. Les japonais détiennent une grande partie des bons du trésor américain, donc de la dette américaine, 65% de leur importante réserve de devises étrangères est constitué de dollars.

Les USA, par contre, bénéficient de la croissance due à l'apport de capitaux étrangers et à une forte croissance de la masse monétaire consécutive à un crédit de plus en plus important. Leur taux de chômage est très bas, et leur économie apparemment en bonne santé si l'on se base sur les seuls chiffres de la croissance du PIB et du taux de chômage, même si en réalité beaucoup d'américains sont obligés de cumuler plusieurs petits boulots pour vivre, même si la couverture sociale est désastreuse et que 20% de la population vit dans une grande pauvreté en se partageant 3,7% des revenus. Pourtant, leur dette publique s'élève à 5700 milliards de dollars et leur déficit commercial a atteint en 1998 le chiffre record de 164 milliards de dollars, en constante aggravation (248 milliards pour les produits manufacturés). Ce record devrait être largement battu en 1999.

Les USA sont endettés, très endettés, et de plus en plus endettés. L'apparente bonne santé de leur économie est due à une forte consommation des ménages américains. Les sociétés de "cartes de crédit" offrent des facilités de crédit telles que, en 15 ans, le taux d'endettement des ménages américains est passé de 68% à 91%. L'épargne des ménages est redescendue au niveau de celle de 1932. A l'énorme bulle spéculative de Wall Street, les américains ajoutent une bulle de crédit. La masse monétaire augmente à un taux annuel proche de 10%. Le crédit, servant souvent à acheter des placements financiers, rend les deux bulles très dépendantes.

C'est ainsi que la richesse du Japon correspond à une partie de la dette américaine. La spirale récessionniste et déflationniste, dans laquelle s'enlise déjà le Japon, met en grand danger le dollar et donc le système financier planétaire global. Le Japon exportant de plus en plus vers les USA, la situation ne peut que s'aggraver, jusqu'au jour où une secousse financière plus importante fera définitivement s'écrouler le château de cartes des finances internationales. Cette secousse pouvant venir à nouveau d'Amérique Latine (krach boursier, dévaluation des monnaies, défauts de paiements), du Japon, de la Chine, de la Russie devenant de plus en plus incapable de payer ses énormes dettes, ou plus directement d'un

krach de Wall Street, provoqué par l'éclatement de sa bulle spéculative et par la baisse attendue des bénéfices des entreprises.

## 6.) Le capitalisme aujourd'hui destructeur.

### L'accroissement des inégalités.

Comme il est dit en introduction, le capitalisme (surtout pendant les trente glorieuses) a permis un important développement technologique et des avancées sociales. C'est du moins ainsi que nous le voyons dans nos pays riches. En est-il de même dans les pays pauvres d'Afrique, exploités par les multinationales de l'industrie minière et agroalimentaire? Dans ceux d'Amérique Latine de plus en plus dépendants (économiquement, politiquement et socialement) des capitaux internationaux ?

Le "Rapport mondial sur le développement humain 1998", préparé par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), nous indique : "Les 20% d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86% de la consommation privée totale, contre une part infime, 1,3%, pour les 20% vivant dans les pays les plus pauvres".

### **Nous constatons donc une inégalité croissante entre pays pauvres et pays riches.**

La situation est elle si parfaite à l'intérieur même des pays riches ?

En France, avec 4,9% de personnes au chômage depuis plus d'un an, et 7,5% de personnes disposant d'un revenu inférieur à la demi-médiane du revenu individuel disponible, les experts de l'Onu estiment que 11,8% de la population française vivent dans la "pauvreté humaine". Aux États-Unis, selon une étude du ministère de l'Agriculture, en vingt ans, les inégalités entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres sont passées de 1 à 40, à 1 à 400. 9,7% des ménages n'ont pas assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

### **Nous constatons donc une inégalité fortement croissante à l'intérieur même des pays riches.**

### La destruction de l'écosystème.

Nous ne pouvons que constater les dégâts écologiques générés par une désastreuse course au profit.

- l'effet de serre aux conséquences encore difficilement calculables mais bien réelles, réchauffement de la température entraînant une fonte des glaciers et des calottes polaires, montée des océans, modifications climatiques (sécheresses, tornades). Pourquoi investir dans des énergies recyclables non polluantes quand le pétrole, produit au moindre coût, rapporte tant de profit ?

- la pollution des nappes phréatiques par les nitrates et les pesticides cancérigènes, due à une industrie agroalimentaire dont le principal souci est la rentabilité. Quelle importance, quand la dépollution permet aussi de dégager du profit et de la croissance.
- la pollution de l'air dont nous voyons les effets dévastateurs par l'intermédiaires des pluies acides, ou à travers la croissance des maladies respiratoires (asthme) des enfants citadins.
- la pollution des océans, dans lesquels aboutissent les déchets industriels, et que l'on constate, à travers les taux croissants de métaux lourds et de polluants organiques, dans les poissons que nous consommons.
- la pollution de notre nourriture, par des méthodes soumises à la seule loi du profit, qui conduit les industries agroalimentaires à nourrir n'importe comment le bétail ou à modifier le bagage génétique des végétaux, en en sous estimant systématiquement les conséquences éventuelles.
- la destruction des grandes forêts équatoriales, qui sont censées être les poumons de notre planète.
- l'accumulation croissante des déchets nucléaires, pour le stockage desquels aucune solution durable n'a encore été trouvée, et que nos descendants devront gérer pendant des centaines ou des milliers de générations.

Bref : après nous, le déluge.

**Si, malgré les inégalités qu'il génère, le capitalisme a connu des périodes "globalement positives" du moins dans le cadre des pays riches, nous sommes aujourd'hui obligés de constater qu'il est arrivé à un stade destructeur, économiquement, socialement et écologiquement.**

## **II.) NATURE DU CAPITALISME.**

### **1.) Définitions économiques.**

Le capitalisme n'est pas un système politique, c'est un mode de production, un système socio-économique qui peut exister sous différentes formes de gouvernement. On le retrouve aussi bien dans le cadre d'une dictature, que dans celui d'une république démocratique. Avant de pouvoir mieux comprendre ce qui distingue ce système des autres systèmes (antique, féodaux et socialiste), et les mécanismes qui l'animent, il semble préférable de définir ou préciser différents concepts et notions économiques associés à "l'économie politique".

Bien qu'ayant tout fait pour l'écrire le plus simplement possible, le passage qui suit est "technique" et peut apparaître rébarbatif pour certains. Je conseille au

lecteur que ce passage ennuie, d'aller directement au chapitre suivant : "la dynamique du mode de production capitaliste", quitte à revenir sur ces lignes par la suite.

### La valeur.

Aristote faisait déjà la distinction entre "valeur d'usage" et "valeur d'échange". Nous laisserons de côté la valeur particulière qui peut être accordée à un objet rare ou unique, pour examiner seulement ce qui détermine la valeur d'un bien de consommation courante, issu d'une production sociale normale, en grande série, et destiné à être vendu (échangé contre de la monnaie) sur un marché d'échanges. La notion de "valeur d'usage" est une valeur variable, dépendante des besoins particuliers d'individus. Un tracteur aura une grande utilité pour un agriculteur, donc une grande valeur d'usage, mais n'en aura aucune pour un employé de bureau citadin. De toute manière, si la nécessité d'un tracteur est incontournable pour cet agriculteur, il ne pourra l'acheter qu'en tant que marchandise, destinée à être vendue sur un marché d'échanges. La valeur de ce tracteur ne sera pas alors déterminée par la valeur d'usage qu'il en attend, mais par une "valeur marchande" ne dépendant pas de sa volonté, ni de la réelle utilité que peut avoir pour lui ce tracteur. Cette valeur est le prix de vente du tracteur, elle s'exprime par un nombre d'unités de monnaie. Dans un système d'échanges marchands, la valeur d'une marchandise correspond donc à son prix monétaire.

Ce prix est fixé par le vendeur. A qualité égale, l'agriculteur rationnel achètera le moins cher. Il mettra en jeu la concurrence qui ne pourra que faire baisser le prix de vente des tracteurs, jusqu'à un niveau tendant vers leur coût de production augmenté des taxes éventuelles.

### Le coût de production.

Le coût de production d'une marchandise est, dans un système concurrentiel, ce qui détermine son prix de vente hors taxe. Il correspond à :

- l'achat de "matières premières" plus ou moins élaborées, d'énergie,
- l'achat de force de travail,
- une part du coût de l'amortissement des machines,
- une part du coût des frais de fonctionnement de l'entreprise,
- une part du remboursement des emprunts,
- une part éventuelle prélevée pour assurer les nouveaux investissements à venir.

En mode de production capitaliste, on doit ajouter une part supplémentaire correspondant au profit que doit dégager l'entreprise pour rémunérer ses propriétaires (les actionnaires).

### La marchandise.

La notion de marchandise ne prend son ampleur qu'avec le mode de production capitaliste qui crée le premier système de marché généralisé. Contrairement au mode de production féodal, les biens de consommation et de production y sont produits, non pour l'usage personnel de leur producteur, ni à la suite d'une commande particulière à un artisan et impliquant généralement le versement d'arrhes destiné à financer la production, mais sont produits dans le seul but d'être vendus sur un marché.

### La monnaie.

La monnaie est l'intermédiaire général des échanges, l'équivalent des marchandises, dans le processus d'échange marchand. Nous distinguerons deux types de monnaie

- une monnaie basée sur un support métallique (or, argent) ayant une valeur en elle-même, valeur due à la rareté des métaux qui la supportent et à l'important coût de production de ces métaux.
- une monnaie dite de crédit qui n'existe qu'en tant que création sociale. Cette monnaie est créée par le système bancaire par l'intermédiaire du crédit, elle n'existe que parce qu'elle est la contrepartie de capital financier. Elle est aujourd'hui la seule en circulation. Quand le système bancaire accorde un crédit à une entreprise, à un particulier, ou à l'État, soit il utilise des dépôts de monnaie (qui est déjà de la monnaie-crédit) en sa possession, soit il crée la somme de monnaie qu'il accorde à l'emprunteur. Lorsque les banques créent une somme de monnaie, on considère qu'elles monétisent une partie équivalente de la production de leur pays, en attente d'être vendue.

### Le capital.

Nous distinguerons le capital financier, le capital commercial et le capital industriel. Les deux premiers sont deux formes de capital que nous connaissons depuis l'Antiquité. Le capital financier consiste en une somme d'argent destinée à être prêtée moyennant intérêt. Le capital commercial consiste en une somme d'argent destinée à être dépensée dans l'achat de marchandises qui seront revendues moyennant un profit.

Le concept de capital industriel relève d'une abstraction. Nous ne pouvons le concevoir que dans l'analyse de sa circulation dans le processus de production capitaliste. Une somme de monnaie (capital-argent) est investie dans une entreprise. Ce capital sert à acheter des machines (capital-industriel), à payer les matières premières et la force de travail nécessaire pour assurer la production de marchandises. A la sortie du processus de production, sa valeur se retrouve donc dans les marchandises produites et en attente d'être vendues (capital-marchandise). La vente de ces marchandises (leur échange contre de la monnaie) lui permet de

retourner sous sa condition première (capital-argent), normalement grossi d'une plus-value (le profit). Une partie de ce profit est destiné à être accumulée au capital déjà existant. Le capital industriel est spécifique au capitalisme moderne, toutefois s'il a connu sa période florissante au 19<sup>ème</sup> siècle il est aujourd'hui largement dominé par le capital financier qui représente la forme ultime du capital.

Il ne faut pas voir dans le "capital" une entité homogène, ce qu'on appelle "le capital" est en réalité un ensemble de "capitaux", appartenant à différents propriétaires, et en concurrence dans le but de dégager le maximum de profit possible.

Aristote dénonçait déjà l'incohérence de l'intérêt qui entraîne la concentration de la monnaie entre les mains des prêteurs. Nous retrouvons la même incohérence dans le profit du capital, quel que soit sa forme.

### Le capitalisme (ou mode de production capitaliste).

Il s'agit d'un système de production marchande généralisée, fondé sur le droit de propriété privé du capital . La force de travail est elle-même considérée comme une marchandise que les chefs d'entreprise achètent. Ce système socio-économique implique la division de la population en deux classes sociales, ceux qui tirent leur revenu de la vente de leur force de travail aux propriétaires du capital (le salaire), et constituent la classe ouvrière non possédante, composée de salariés; et ceux qui tirent leur revenu de leur capital (le profit), par l'intermédiaire du travail des membres de la classe non possédante.

Le capitalisme est nécessairement basé sur le droit de propriété privé des entreprises, et sur le droit à l'intérêt privé de l'argent, c'est à dire sur le droit de propriété lucrative.

### Le profit, le taux de profit.

Dans le mode de production capitaliste, le salaire est le revenu du travail, et le profit est le revenu du capital. L'investisseur capitaliste investit dans la production dans le seul et unique but de dégager du profit. **En mode de production capitaliste l'objectif premier de l'entreprise est de dégager du profit. Sans espoir de profit, aucun investisseur n'investira dans une entreprise et aucune production ne sera possible.**

Le taux de profit est le rapport entre le profit rapporté par un capital donné, et ce capital . Exemple : si un capital de 1000F dégage un profit annuel de 150F, le taux de profit sera de 150/1000, soit 15%.

La concurrence entre capitaux tend naturellement à faire baisser le taux de profit. Le but de chaque capitaliste est de le faire augmenter.

**Une baisse trop importante du taux de profit diminue la motivation d'investissement des capitalistes, un effondrement du taux de profit la stoppe. Sans investissement, la production s'effondre.**

## 2.) La dynamique du mode de production capitaliste.

Le capitalisme n'est pas le premier système dans lequel la rentabilité de l'argent joue un rôle important. L'usure était déjà la principale source de revenu des patriciens romains, et l'Empire victime de crises économiques s'effondra sous la pression des barbares. Néanmoins, le système socio-économique antique n'était pas le système capitaliste, le capitalisme moderne avait, entre autre, besoin pour s'épanouir de conditions particulières de développement technologique.

Les progrès techniques et les découvertes territoriales du Moyen Age permirent une extension du commerce, et par là une accumulation d'argent. Ce commerce, principalement basé sur des biens de luxe, ne concernait qu'une petite partie de la population. La grande majorité vivait en quasi autarcie rurale et l'artisanat était sérieusement réglementé dans le cadre des corporations. La production agricole était essentiellement destinée à la consommation de ses producteurs et d'une communauté locale, et la production artisanale était subordonnée à une demande et à un financement préalable. Même si une production capitaliste a commencé à apparaître en Italie dès le 13<sup>ème</sup> siècle, le capitalisme naissant était essentiellement financier et commercial, il aboutit au 16<sup>ème</sup> siècle à la mise en place de bourgeoisies bancaires et marchandes disposant d'immenses fortunes.

Les manufactures commencèrent vraiment à se développer au 17<sup>ème</sup> siècle, elles se différenciaient de l'artisanat par une nouvelle manière de produire : la division du travail. Chaque travailleur ne produisait plus un objet entier destiné à une demande particulière, mais un grand nombre d'ouvriers, dans un grand atelier, fabriquaient l'article entier suivant le principe de la division du travail. Les articles n'étaient plus destinés à une commande payable à l'avance, mais à un marché. Ce système nécessitait un investissement financier de départ, et permettait de dégager des profits. Le capitalisme industriel pouvait se développer.

Les découvertes techniques (production d'acier de meilleure qualité, machine à vapeur) permirent un rapide développement du machinisme, la première filature animée par une machine à vapeur date de 1785. Les progrès agricoles et l'augmentation de la population, ainsi que les changements politiques et constitutionnels favorables à la bourgeoisie capitaliste (reconnaissant le droit à la propriété privée des moyens de production et le droit au crédit privé), permirent au 19<sup>ème</sup> siècle un développement très important de la production industrielle dans le cadre des usines.

Le capital, générant du profit, s'accumule sans cesse. Il nécessite, pour pouvoir s'investir et rapporter encore plus de profit, un développement constant des moyens de production. Pour dégager du profit, il doit nécessairement créer de l'activité, employer de la main d'œuvre. La concurrence entre capitalistes oblige sans cesse à améliorer la productivité, le premier qui développe une nouvelle technologie plus productive dégage un profit plus important que ses concurrents (un surprofit) . Jusqu'à ce que ceux ci adoptent la même technologie, que la concurrence nivelle les profits, et que l'espoir de surprofit entraîne une nouvelle course au développement technologique et à l'innovation.

**Les capitaux, s'accumulant sans cesse, obligent à une croissance permanente. Cette nécessité de croissance oblige le capitalisme à découvrir de**

**nouveaux marchés, de nouveaux produits pour se mettre en valeur. Elle oblige le capitalisme à une expansion territoriale constante, ne pouvant aboutir qu'à sa mondialisation, et à sa pénétration dans toutes les sphères de la production.**

Toutes les anciennes structures de production sont bouleversées par ce système. Les structures agricoles traditionnelles (petite paysannerie) disparaissent petit à petit, partout sur la planète, au profit d'une agriculture intensive et industrialisée, gérée par les industries agroalimentaires. Le capitalisme envahit toutes les sphères de la production, l'artisanat est attaqué et disparaît dès que le développement technique permet de produire le même bien ou service pour moins cher, tout en générant du profit. **Tout ne peut que devenir marchandise.**

En dehors des périodes de crise, le capital accumulé augmente sans cesse. Grâce aux progrès technologiques qu'il génère et aux profits toujours plus importants en valeur absolue, il permet (et nécessite pour pouvoir s'investir) des investissements de plus en plus considérables, générant à leur tour de nouveaux progrès technologiques, et une part toujours croissante de l'utilisation de la machine dans le processus de production.

La machine, de plus en plus développée, perfectionnée, remplace de plus en plus le travail humain dans toutes les branches d'activité, et là, apparaît une contradiction majeure. Cette même concurrence qui entraîne le développement technologique, entraîne, à terme, le chômage massif, la baisse de la consommation, et l'effondrement du taux de profit du capital.

L'indispensable croissance de la production se trouve en contradiction croissante avec la baisse de la demande solvable, entraînée par le chômage croissant.

### 3.) Les "Lois internes" du capitalisme.

Tout système économique induit ses propres lois de fonctionnement. Le capitalisme est un système économique dont la motivation à la production est le profit. Sans espoir de profit, le capitaliste n'investira pas son capital, et sans capital toute production devient impossible. Toute production de marchandise est donc soumise à la "**loi du profit**". Cette loi entraîne des conséquences inévitables sur la dynamique de ce système.

Le système capitaliste est soumis, comme tout système de marché, à la "**loi de la concurrence**". Si, dans une branche donnée de la production capitaliste où plusieurs entreprises se partagent un même marché, une entreprise trouve le moyen de produire moins cher que les autres, elle dégagera un profit supérieur aux autres. La "loi du profit" obligera donc les entreprises concurrentes à adopter la même méthode ou à voir leurs profits diminuer. Un des principaux moyens pour obtenir un coût de production moins cher est de réduire la masse salariale.

Le système capitaliste fondé sur la loi du profit implique donc inévitablement :

- le remplacement croissant des salariés par des machines,

- l'augmentation de la productivité des salariés (durcissement des conditions de travail),

- la baisse des salaires (si l'instauration d'un salaire minimum a permis de fixer un plancher à cette baisse, le phénomène des délocalisations d'entreprises lui redonne aujourd'hui toute son importance).

Le profit non dépensé par les capitalistes pour leur consommation personnelle s'ajoute à leur capital déjà existant, leur permettant d'**accumuler encore et toujours plus de profits**. Plus les capitaux s'accumulent et deviennent abondants, plus le profit doit aussi le devenir sous peine de voir le taux de profit diminuer. D'autre part, les nouveaux capitaux doivent s'investir pour pouvoir dégager du profit, cela oblige à une **croissance continue du marché capitaliste**, pour que ces nouveaux capitaux puissent à leur tour dégager du profit sans faire concurrence aux capitaux déjà existants.

Dans le but d'assurer cette croissance continue, la loi du profit capitaliste implique donc inévitablement :

- l'extension du mode de production capitaliste dans toutes les sphères de la production, dans l'agriculture de plus en plus industrialisée, dans l'artisanat, dans les services.

- la création constante de nouveaux biens de consommation.

- l'envahissement de tous les marchés territoriaux, conduisant à la mondialisation de ce système.

#### 4.) Les valeurs et les moteurs du capitalisme.

Le capitalisme est un système dont les réels producteurs (c'est à dire l'ouvrier, l'employé de service et parfois même l'industriel) ne sont le plus souvent pas les principaux bénéficiaires de leur travail. Contrairement à ce que prétendent les apologistes du capitalisme, ce ne sont pas les entrepreneurs, mais les investisseurs (capitalistes financiers, actionnaires) qui dirigent réellement le système et en tirent le plus grand profit.

##### L'appât du gain.

Le capitalisme est un système basé sur l'investissement individuel, dont les principales motivations humaines restent l'appât du gain et l'avidité. Par appât du gain nous n'entendons pas ici le désir de la juste rémunération d'un travail, mais celui du gain réalisé non grâce à son travail mais grâce au profit que peut rapporter son argent, c'est à dire grâce au travail des autres. Certains pensent que l'appât du gain est le meilleur stimulant humain, pourtant la plupart des découvertes, des grandes inventions, n'ont pas été faites sur les bases de cette motivation. Elles ont avant tout été faites par passion (découvertes scientifiques, recherche pure) ; par désir de soulager la peine humaine (technologie, découvertes médicales) ; ou par

hasard, puis perfectionnées ensuite pour devenir de plus en plus performantes (machines).

De tout temps, les hommes ont volé, tué, exploité par appât du gain. C'est une valeur hautement négative, contraire à la notion même d'humanisme. Et pourtant, l'appât du gain est reconnu et valorisé à l'extrême, comme un des principaux "moteurs" du système capitaliste. Il faut dire que sans appât du gain, ce système ne peut exister.

### La compétitivité.

Le deuxième moteur du capitalisme s'appelle la compétitivité. Celle qui doit permettre aux meilleures entreprises de fabriquer les meilleurs produits au meilleur prix... et en fournissant les meilleurs dividendes à leurs actionnaires.

La compétitivité qui favorise les regroupements d'entreprises et la constitution de monopoles.

La compétitivité qui pousse les entreprises à la délocalisation génératrice de chômage, aux licenciements nécessaires à la rentabilité. Générant ainsi à terme la baisse de la consommation, et induisant la baisse de la rentabilité du capital, et la crise.

La compétitivité, la même que celle qui crée les meilleurs athlètes, dopés aux meilleurs produits, et qui vivent une vie matérielle meilleure (paraît-il), bien que souvent raccourcie.

La compétitivité qui oblige les travailleurs à produire de plus en plus, qui empêche l'abaissement de la durée du travail, alors que tant sont sans emploi.

La compétitivité qui oblige les pays pauvres à brader leurs matières premières et leur production agroalimentaire, dans le seul but de rembourser les intérêts de leur dette.

La compétitivité, contraire de la solidarité, et qui oblige finalement les capitalistes à se détruire entre eux, entraînant tout le système vers l'effondrement du taux de profit et vers la crise globale dont nous connaissons les prémices en ce moment.

## **III.) CAPITALISME ET DÉMOCRATIE.**

Le capitalisme du dix-neuvième siècle et celui d'aujourd'hui sont bien fondamentalement de même nature, néanmoins les données sociales, culturelles et économiques ne sont plus les mêmes.

La démocratie ne s'est elle pas améliorée, les libertés n'ont elles pas augmenté?

Le compromis social n'est il pas une réalité ?

## 1.) Démocratie politique et démocratie économique.

Il y a deux manières d'aborder le concept de démocratie. Soit une approche "idéaliste", où la démocratie serait un idéal défini en dehors de la réalité sociale, et dont les règles et les valeurs seraient prédéterminées en dehors de toute volonté humaine. Soit une approche historique qui consisterait à observer, et à analyser, la réalité du concept dans le vécu de l'humanité.

Prenons comme définition de la démocratie : "gouvernement par le peuple", et observons donc les "démocraties" antiques. Comme toutes les démocraties, ces systèmes sont régis par un système de lois, et par un État chargé de les faire appliquer. Ces lois et cet État se sont historiquement mis en place, non pour des raisons métaphysiques, mais pour assurer un ordre économique et social, celui nécessité par un système socio-économique basé sur l'esclavage et la division de la société en classes sociales. La démocratie antique est bel et bien le moyen légal d'assurer un totalitarisme, celui de la classe des possédants sur celle des travailleurs esclaves (à moins de considérer que les esclaves ne font pas partie du peuple).

On pourrait dire que ce n'est pas pareil pour notre démocratie moderne, alors observons un peu la manière dont elle s'est mise en place en France, sur quelles bases, et son fonctionnement. Avant d'être en démocratie, nous sommes d'abord en République, celle ci s'est mise en place en 1789, elle s'est donnée une constitution basée sur le droit à la propriété privée. Quand on parle de droit à la propriété privée, il faut bien faire la différence entre propriété d'usage et propriété lucrative. La propriété d'usage est celle des biens dont nous avons un usage direct, comme la propriété de notre maison ou de notre vélo. La propriété lucrative est celle de biens que nous possédons non pour leur usage direct, mais parce qu'ils ont le pouvoir de générer des revenus à leur propriétaire. Ce droit de propriété lucrative permet de capter une part de la richesse produite par les autres, ceci non par l'intermédiaire de son travail, mais par celui de sa seule fortune. Il donne des privilèges à la richesse, et est la source d'inégalités économiques. **Le droit de propriété lucrative est le fondement du capitalisme**, sa condition première d'existence. Ce privilège s'exerce principalement par le droit de propriété de parts d'entreprises (actions), et par le droit au crédit privé (le prêt avec intérêt qu'autorisa la Révolution Française était officiellement interdit depuis 789, soit depuis mille ans).

En construisant le nouveau système sur ce droit de propriété, incluant le droit de propriété privée lucrative, il s'agissait de trouver un nouveau cadre juridique pour remplacer le mode de production féodal, inapte à assurer le développement du progrès technologique productif. La Constitution donnait de fait le pouvoir à l'Argent, à la classe sociale possédant les moyens de production, c'est à dire à la bourgeoisie capitaliste. Ce pouvoir fut consolidé par l'adoption du Code Napoléon, et des lois et différents codes qui suivirent. Cette "démocratie bourgeoise" est une réalité historique, économique, sociale, et politique. Était-on réellement en démocratie au 19eme, quand la répression s'abattait sur la classe non possédante et travailleuse ? Même si de nos jours, la répression prend d'autres formes (CRS contre manifestants, grenades lacrymogènes et matraques remplaçant les sabres et les fusils), les choses ont elles fondamentalement changé ? D'un point

de vue plus large en quoi l'OMC est-elle démocratique, quand elle prend en petit comité des mesures concernant des milliards d'individus ? En quoi le FMI est-il démocratique, quand il ne prête qu'en imposant aux populations concernés des mesures catastrophiques pour leur développement social ?

En fait, si nos dirigeants se revendiquent toujours de la démocratie, concept qu'ils érigent en "système", **la démocratie n'est pas un système en soi** ; c'est un ensemble de pratiques sociales, fondées sur des valeurs de liberté, de justice, et d'égalité qui concernent différents domaines des activités humaines. Si, principalement grâce à la pression citoyenne, le capitalisme a beaucoup amélioré la démocratie politique, celle-ci n'a rien arrangé au problème des inégalités économiques. D'un point de vue socio-économique le système capitaliste est un système profondément inégalitaire, donc en totale opposition au principe d'égalité qui est une des valeurs de la démocratie. Le capitalisme est naturellement incapable d'apporter de réelles avancées dans le sens de la démocratie économique. Une démocratie capitaliste, reconnaissant le droit de propriété des moyens de production, ne peut empêcher une entreprise de délocaliser sa production, de licencier ses travailleurs, car les propriétaires de l'entreprise sont constitutionnellement libres de faire ce qu'ils veulent de leur propriété, de gérer leur entreprise comme ils l'entendent.

L'égalité politique ne peut passer que par la démocratie politique, mais la démocratie politique ne suffit pas pour accorder l'égalité économique, il faut y ajouter **la démocratie économique**.

## 2.) Les Médias.

Effectivement, la censure d'État semble avoir pratiquement disparu, les médias "libres" ne sont plus à la botte des gouvernements.

Ils sont devenus de libres entreprises, dirigées par des actionnaires guidés avant tout par leur intérêt financier, et entièrement au service d'un système économique auquel ils appartiennent totalement. Et qui laissent à leurs rédacteurs la "liberté" de conspuer "l'État qui nous écrase d'impôts", ou la "liberté" de nous informer sur les avantages des "fonds de pension" par rapport à "l'archaïque système par répartition". Ces journalistes voient bien leur intérêt, et préfèrent "librement" s'autocensurer que perdre leur emploi.

Les médias ne sont pas seulement la possession des capitalistes, ils en sont devenus l'outil de propagande.<sup>1</sup>

## 3.) Le Gouvernement, le Pouvoir, l'État.

Mais alors que fait le gouvernement, comment se fait-il que des ministres, soit disant "socialistes", pratiquent une politique au service du capitalisme ?

---

<sup>1</sup> Cf. Serge Halimi : "Les nouveaux chiens de garde".

Le rôle de l'État est avant tout de faire respecter, par l'usage de la force si nécessaire, la Constitution et les lois, c'est à dire en priorité le droit de propriété.

De toute manière, quel est le réel pouvoir d'un gouvernement national dans un système complètement basé sur la rentabilité du capital ? Face à un capitalisme mondialisé qui s'est doté de lois, de structures (FMI, GATT, OCDE, OMC, etc.) dépassant le cadre des États ? Que peut faire un gouvernement, dont la prise éventuelle de mesures sociales peut entraîner la délocalisation d'entreprises et la fuite de capitaux, et aggraver ainsi la situation que ces mesures voulaient corriger ?

Que peut faire un gouvernement dans un système où l'argent impose sa loi ? Dans un système où les enveloppes distribuées atteignent souvent plusieurs millions de Francs ? Dans un système où règnent la magouille et la corruption ?

Dans un système capitaliste, les propriétaires des moyens de production détiennent le réel pouvoir, et les gouvernements ne peuvent que se mettre à leurs services. Si toutefois, ils passaient outre, une rapide crise provoquée par une fuite de capitaux compromettrait sérieusement la future réélection des politiciens audacieux.

#### 4.) Liberté, Égalité, Fraternité.

Peut on parler de liberté quand certains ont juste de quoi survivre ? Quand les journalistes des grands médias s'autocensurent ? Quand les gouvernements sont soumis aux contraintes d'un système, remettant en cause toute politique sociale contradictoire avec les intérêts des possédants ?

La liberté dans un système capitaliste, c'est surtout la liberté de l'Argent, tant pis pour ceux qui n'en ont pas ! "La liberté des uns s'arrête où commence celle des autres", cette phrase signifie seulement que la liberté du seigneur moyenâgeux commence où finit celle du serf et vice versa, ou bien que la liberté de l'ouvrier commence où finit celle de son patron et vice versa. Elle n'interdit nullement aux actionnaires d'une entreprise de licencier les ouvriers ou de délocaliser leur production, ceci sous couvert de leur libre "droit de propriété". La liberté, que prônent les idéologues capitalistes libéraux, n'est que la liberté de se soumettre librement aux besoins d'accumulation du capital et à la loi du profit capitaliste. **Ce n'est pas une liberté, mais une simple soumission à un mécanisme totalitaire qui n'a rien de naturel.**

Peut on parler d'égalité face aux privilèges qu'accorde la richesse ?

Effectivement, les privilèges existent encore, ils n'ont pas disparu après 1789, ils se sont juste transformés. Au privilège de la Noblesse, a succédé celui de la Richesse. D'où l'avantage de naître dans une famille riche, dans un système où l'argent rapporte encore plus d'argent, et permet d'accroître sans cesse le patrimoine familial, génération après génération.

L'égalité politique n'est rien sans l'égalité économique. Le crédit privé, et la propriété privée des moyens de production, sont deux sources d'inégalités qui

conduisent le système vers un accroissement constant des inégalités sociales. L'égalité ne peut pas exister face au privilège de l'argent.

Et la Fraternité peut elle vraiment exister, dans un système où la Liberté et l'Égalité sont uniquement formelles ?

La République, la Démocratie n'existent véritablement que sur le papier. Le véritable pouvoir du peuple, de décider son choix et son évolution de la société, est confisqué par le diktat de l'Argent, et de ceux qui le possèdent. Ce pouvoir est aujourd'hui supranational, aux mains d'organisations telles le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale, au seul service du capital financier et de sa soif de profit.

## 5.) Vers un nécessaire changement de système.

Aujourd'hui, le capitalisme a atteint ses limites d'expansion territoriale (mondialisation), il est victime d'une crise globale, mettant gravement en cause la rentabilité du capital, c'est à dire son existence même.

Des mécanismes similaires à la crise de 1929 se mettent en place, et de plus en plus de pays vont se trouver entraînés dans la spirale : récession, faillites, chômage, baisse de la consommation, mises en places de barrières douanières visant à limiter les importations, baisse des échanges internationaux, dévaluations, misère, guerres.....

Durant la grande dépression qui a suivi 1929, le chômage a été multiplié par quatre aux USA, le pays le plus dépendant du marché capitaliste de l'époque. La crise de 1929 a entraîné un effondrement de l'économie tel, que le système n'a pu redécoller qu'après le passage à l'économie de guerre et de reconstruction, c'est à dire après 1945.

En 1929, la situation économique et sociale était différente. La majorité des habitants, même des pays les plus développés, vivaient en quasi-autarcie rurale et étaient peu concernés par le "marché capitaliste". Aujourd'hui le mode de production capitaliste a envahi la planète entière et toutes les sphères de la production, pratiquement tout le monde est économiquement dépendant de ce système, ce qui ne peut qu'aggraver considérablement l'impact de cette crise.

La crise est multiforme : financière, économique, sociale, écologique. La mondialisation du système lui donne toute son importance. Les bulles spéculatives et de crédit ont créé une énorme quantité de monnaie virtuelle, n'ayant aucune existence réelle. En se dégonflant, elles entraîneront toute une série de faillites bancaires entraînant une grave crise financière. Comment rembourser de l'argent qui n'existe pas, ou qui ne correspond qu'à des dettes. ?

La surévaluation boursière entraîne une accélération de la baisse de la rentabilité du capital. Principale solution pour augmenter les taux de profits : diminuer la masse salariale. Ce qui ne peut qu'inexorablement entraîner une montée du chômage et une baisse de la consommation. La spirale dépressive est, à terme, inévitable.

Nous allons assister, à des phénomènes que nos ancêtres ont déjà connus. Il y a déjà eu dans l'histoire du capitalisme plusieurs crises financières, accompagnées de crises monétaires et économiques. La déflation (que nous percevons en ce moment au niveau du prix des matières premières et des productions manufacturières asiatiques) est généralement suivie d'une inflation plus ou moins galopante. La monnaie disparaît, et la planche à billet reprend du service pour essayer de faire redémarrer la mécanique économique. L'inflation se charge alors de faire disparaître les dettes, qui étaient de toute façon devenues non solvables.

Pour sortir de la crise de 29 et des années 30, le seul recours possible pour relancer réellement la machine économique a été le passage à l'économie de guerre.

Cela est-il souhaitable, voire possible, aujourd'hui ?

La crise d'un système est un moment particulier, tout peut se produire. En 1789 la crise a entraîné un changement, elle a permis l'écroulement d'un système dépassé et le début de l'installation d'un autre système plus performant car plus adapté aux objectifs de progrès.

La République bourgeoise s'est construite sur les ruines de l'État féodal devenu un frein au progrès social et technologique. **Aujourd'hui, c'est au tour du capitalisme de nous entraîner vers la régression et le chaos économique, social, et écologique.** Aujourd'hui le capitalisme est lui-même devenu un frein au progrès et doit être remplacé par un système adapté aux conditions de développement actuelles de notre société.

**Penser, aujourd'hui, qu'il suffirait de réguler le capitalisme pour retourner dans une période de plein emploi comme dans les "trente glorieuses" relève de l'utopie.** Si le capitalisme régulé des "trente glorieuses" a fait place au capitalisme libéral, c'est justement parce que ce capitalisme régulé atteignait ses limites dans les années 1970. La libéralisation générale du capital, et la fuite en avant dans la monnaie de crédit étaient le seul moyen de les dépasser. Toute mesure tendant à réguler le capitalisme apparaît aujourd'hui non seulement inefficace, mais tendrait plutôt à précipiter l'effondrement de ce système. Bien évidemment, ces mesures sont néanmoins à réclamer dans le sens où elles peuvent apparaître positive pour les exclus ou les mal lotis du système, où elles peuvent précipiter l'effondrement de ce système, et où elles sont porteuses de prise de conscience citoyenne.

**Tout comme en 1789, des changements économiques, sociaux et politiques importants, sont aujourd'hui devenus nécessaires.**

## 6.) Conclusion de cette première partie.

La question, qu'on peut maintenant se poser, est de savoir quand ce système capitaliste s'effondrera. Notre approche étant scientifique, théorique, et non pas divinatoire, nous ne pouvons bien évidemment y répondre précisément. Aujourd'hui, le moyen qu'a trouvé le système pour assurer sa dynamique, consiste en une fuite en avant dans la monnaie de crédit. Les quantités de monnaie en circulation (masse monétaire M3) sont en croissance continue (autour de 10% en

taux annuel au USA, entre 5 et 6% en Europe, entre 4 et 5% au Japon), ainsi que les crédits en cours.

Tant que le système sera à même d'accentuer cette création monétaire, il pourra assurer la dynamique nécessaire à son équilibre. Toutefois, il est bien évident que cette fuite en avant ne conduit qu'à une impasse logique.

Si l'effondrement du système est inévitable, il peut encore trouver, durant quelque temps, les ressources nécessaires à sa survie dans la monnaie de crédit. Il devient néanmoins de plus en plus fragile, et s'il mettait trop longtemps à s'effondrer de lui même, une action citoyenne résolue et motivée ne pourrait que l'y aider.

La question qui se pose maintenant, et à laquelle nous allons tenter de répondre dans les pages suivantes est : **comment dépasser le capitalisme ?**

## DEUXIÈME PARTIE :

# LE SOCIALISME AUTOGÉRÉ.

## I.) NATURE DU SOCIALISME.

### 1.) Quelques mises au point nécessaires.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, on ne faisait pas de différence entre socialisme et communisme. Cette différenciation provient surtout d'une volonté de Marx, de se démarquer des socialistes utopiques et des socialistes libertaires proudhoniens. Il existe aussi une thèse marxienne qui détermine le communisme (à chacun selon ses besoins) comme un stade évolué du socialisme (à chacun selon son travail), et devant lui succéder. Certains parlent de communisme à propos des expériences tentées au cours du 20<sup>ème</sup> siècle (et dont nous reparlerons plus loin), il ne peut, bien évidemment, que s'agir éventuellement de socialisme.

Une idée très répandue est de considérer le socialisme comme un système politique, c'est une confusion soigneusement entretenue par ceux que cette idée arrange, car elle permet de faire un amalgame avec les dictatures qui se sont revendiquées du socialisme. **Le socialisme n'est pas un système politique mais est un système socio-économique, au même titre que le capitalisme.** On peut, tout comme pour le capitalisme, concevoir qu'à priori il puisse exister des systèmes socio-économiques socialistes fonctionnant sous des systèmes politiques démocratiques, comme sous des systèmes politiques totalitaires.

La pensée socialiste est variée. Lénine et Jaurès, Marx et Proudhon, ont des idées communes, mais des approches et des conceptions parfois très différentes. Certains penseurs du 19<sup>ème</sup> appelés "utopistes" (Owen, Fourier) ont imaginé des systèmes "parfaits", mais complètement artificiels car tenant peu compte de la réalité socio-économique. **Le point commun à tous les socialistes est la remise en question du droit de propriété.** Marx a analysé le système capitaliste dans sa dynamique historique, a montré ses limites, et en a déduit l'inéluctable transition vers un autre système plus évolué et plus cohérent, le socialisme, mais n'a jamais donné de recettes précises sur le fonctionnement de ce système. Ce qu'on appelle "socialisme scientifique", par opposition au "socialisme utopique", n'est pas un concept figé, mais évolutif. Si des expériences socialistes ont été tentées, elles l'ont été suivant certains critères particuliers à leur environnement historique, politique, socio-économique, et culturel. Il n'existe pas de modèle socialiste prédéfini et intemporel. Marx s'est lui-même bien gardé de fournir un tel modèle, il pensait que le socialisme serait fonction du développement social et technologique, du moment,

et de l'endroit, où la transition s'effectuerait. Il n'existe donc pas de modèle, ni de système marxiste.

Différentes organisations politiques se revendiquent aujourd'hui du socialisme, il est bien évident que les "partis socialistes" ou "communistes" que nous connaissons actuellement, ne remettant nullement en question le droit de propriété du capital qui est le fondement du capitalisme, usurpent ce terme. Quand ils sont au pouvoir, ces partis se contentent de gérer tant bien que mal le système capitaliste, sans remettre aucunement en question ses principes fondamentaux inégalitaires. Ils n'ont absolument rien de socialiste ni de communiste, et même si on les appelle sociaux-démocrates cette appellation n'a plus rien à voir avec les partis sociaux démocrates de la première moitié du vingtième siècle, qui avaient encore l'abolition du capitalisme pour objectif final.

## 2.) La troisième voie ?

On entend régulièrement parler de la recherche d'une troisième voie, un système qui ne serait ni socialiste ni capitaliste, qui essaierait de prendre "le meilleur" dans chaque système, ou "ce qu'il y a de bien", tout en laissant de côté "le mauvais". Chaque système est un tout, ayant sa propre logique. Nous avons vu, dans la première partie de ce texte, que le capitalisme était soumis à une dynamique de croissance, induite par les "lois" particulières à ce système, principalement la "loi du profit". Si cette dynamique s'éteint, le capital ne peut plus dégager son profit, l'investissement disparaît et le système se bloque, entraînant la chute de la production et la récession. Cette dynamique l'entraîne inévitablement à une nécessaire expansion, et tout stade d'équilibre est impossible dans le cadre de ce système. Quand on parle de "troisième voie", il s'agit généralement de tentatives de régulation du système capitaliste, par l'intermédiaire de l'adoption de lois dont le premier effet est de réduire le taux de profit. Cela entre inévitablement en contradiction avec l'incontournable "loi du profit", indispensable à la dynamique du système. Pour prendre un exemple simple, la dynamique est ce qui permet à un cycliste de rester en équilibre; si on le ralentit trop, le cycliste est obligé de poser un pied à terre; le capitalisme n'a même pas cette solution ...

D'un point de vue théorique, **le capitalisme est basé sur la propriété privée des moyens de production et sur le principe de rentabilité privée de l'argent, le socialisme est basé sur la négation de ces principes inégalitaires.** L'incompatibilité est donc totale. Les expériences de mixage consistant à la nationalisation de certains secteurs ont déjà été tentées, c'est ainsi que nous fonctionnons en France avec nos services publics. Cela n'empêche nullement le capitalisme et le chômage de s'étendre. Il s'étend au détriment même de ces services publics, qui sont de plus en plus grignotés. Si la troisième voie était réellement possible, il y a longtemps qu'elle aurait dû faire la preuve de son efficacité, et que nos économistes capitalistes auraient trouvé la solution. **La troisième voie est donc un mythe.**

### 3.) Socialisme d'État et socialisme libéral autogéré.

On peut concevoir deux formes de capitalisme, un capitalisme libéral et un capitalisme d'État, où l'économie est sous le contrôle direct de celui-ci. Il en est de même pour le socialisme, qui peut se concevoir sous la forme de socialisme d'État, ou celle de socialisme autogéré. Les expériences socialistes tentées au 20<sup>ème</sup> siècle ont, quasiment toutes, pris la forme de socialisme d'État (Lénine disait même "capitalisme d'État"), leur approche était essentiellement politique. L'État contrôlant à la fois les moyens de production et les instruments de répression, le tout dirigé en prime par un unique parti, cela ne pouvait bien évidemment qu'aboutir à une dictature de l'État et à un non sens économique. **Le socialisme d'État aboutit inévitablement à une impasse politique et économique.** La seule expérience se rapprochant le plus du socialisme autogéré, celle de la Yougoslavie de Tito, s'est déroulée dans le cadre d'un régime politique autoritaire ressemblant fortement au système stalinien. Mais surtout, la rémunération des capitaux privés y était assurée, et il ne s'agissait donc point de véritable socialisme.

Le socialisme étant essentiellement un mode de production, cette conception du socialisme, qui donne la primauté à l'approche politique par rapport à l'approche économique, ne peut bien entendu pas nous satisfaire. Nous ne nous pencherons donc pas plus longtemps sur le socialisme d'État, pour orienter notre réflexion vers un socialisme autogéré, dans le cadre d'une République démocratique.

## **II.) L'ÉCONOMIE DU MODE DE PRODUCTION SOCIALISTE AUTOGÉRÉ.**

### 1.) Socialisme planifié et socialisme de marché.

On retrouve fréquemment associé au socialisme le concept de planification. On trouve ce terme dans quelques rares écrits de Marx, et les marxistes orthodoxes, dans leur recherche du moindre indice que celui-ci aurait pu donner sur le fonctionnement d'un système socialiste, ont généralement adopté ce concept sans se poser trop de questions. La planification est un moyen de faire face à la pénurie, et si, à une époque antérieure, à cause de la faiblesse quantitative des capitaux (rareté des ressources) et du faible développement technologique, le mode de production capitaliste était incapable d'assurer une production suffisante, il n'en est plus de même aujourd'hui. D'autre part, la production de marchandises est aujourd'hui tellement diverse, et l'évolution de celles-ci tellement rapide, qu'un système planifié poserait des problèmes de gestion administrative énormes, et difficilement compatible avec cette évolution. Il n'y a, par exemple, qu'à examiner la production de matériel informatique, comment planifier, ne serait-ce qu'en terme de durée, une production dont les modèles évoluent plusieurs fois par an ? La lourdeur d'une planification ne pourrait être qu'un frein, à ce perfectionnement, et au progrès technologique.

Si en période de pénurie (de ressources rares), la production peut être effectivement planifiée, avec comme objectif d'allouer les ressources à la production de première nécessité ; un tel principe ne peut qu'apparaître négatif dans un système économique technologiquement développé, où les marchandises sont produites en abondance. Aujourd'hui, c'est le choix des consommateurs qui, par l'intermédiaire de la demande, détermine les besoins de production. Les entreprises, à l'affût de cette demande, ne sont en général pas longues à y répondre par une production qui ne peut que se vendre rapidement. Pour répondre à la demande de consommation de la population, le système de marché bénéficie d'une efficacité fortement supérieure à un système planifié. Le socialisme planifié représente donc une conception "historique" du socialisme, qui est devenue inadaptée aux réalités socio-économiques contemporaines. La seule approche du socialisme devenue plausible aujourd'hui, est celle d'un socialisme libéral de marché. Bien évidemment, cette approche ne concerne pas la totalité du marché des biens et des services, certains secteurs d'intérêt général comme par exemple l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau, les transports, ne peuvent faire l'objet d'une seule logique marchande même non capitaliste ; ce qui n'implique pas forcément non plus que ces services soient gérés par l'État patron.

Certains dogmatiques rétorqueront que : système de marché signifie production généralisée de marchandises, et que production généralisée de marchandises signifie capitalisme. Nous y reviendrons donc un peu plus loin et verrons qu'il est pourtant, à notre époque, devenu facile de dépasser ce stade de raisonnement.

## 2.) Les acquis du capitalisme.

Effectuer une transition vers un mode de production socialiste dépend bien entendu du degré de développement du système socio-économique qui précède cette transition. Il ne s'agit pas nécessairement de tout changer, mais d'analyser le système économique capitaliste en vigueur, de partir de ses incohérences, et de les dépasser pour aboutir à un autre système. **Toute autre démarche s'apparenterait à du socialisme utopique.**

Nous avons en première partie étudié le mode de production capitaliste, ce système repose sur le droit de propriété lucrative, qui s'exprime par le droit à la propriété privée des entreprises et par le droit au crédit privé. Ces deux préalables ont certes permis à ce système un fantastique progrès économique global, un énorme développement de la productivité et de l'innovation ; mais cela dans le plus grand mépris de la démocratie économique, et au détriment d'une aggravation des inégalités et des déséquilibres qui conduisent le système capitaliste à une impasse sociale et économique. La première caractéristique d'un système socialiste, ayant pour objectif l'égalité économique, serait donc de dépasser ces deux données par l'intermédiaire de la **socialisation des entreprises et du crédit**.

Seul ce dépassement peut permettre de mettre l'économie non plus au service du profit du capital, mais au service de l'ensemble des individus composant la communauté.

### 3.) Socialisation des entreprises.

Socialisation des entreprises ne veut bien entendu pas dire nationalisation, cela nous ramènerait au socialisme d'État. Alors, quel sens pouvons nous donner au concept de socialisation des entreprises ?

Si l'on analyse l'entreprise capitaliste moderne, on constate que le processus productif est déjà totalement socialisé. L'entreprise, conçue comme unité de production, fonctionne suivant le principe de la division du travail. Chaque travailleur, de l'agent d'entretien à l'ouvrier sur sa machine, en passant par la secrétaire, l'ingénieur du bureau de recherche, ou le commercial chargé de vendre la production, y joue un rôle bien précis dans le processus productif. Jamais aucun système antérieur n'avait socialisé à ce point la production. L'entreprise en bonne santé s'autofinance, et fonctionne de manière parfaitement autonome. Le seul domaine dans lequel l'entreprise n'est pas totalement socialisée est celui de sa propriété. L'entreprise capitaliste est dirigée par un conseil d'administration qui, avant d'être au service de l'entreprise elle-même, est au service de ses actionnaires propriétaires. L'objectif premier de l'entreprise capitaliste n'est pas de produire des biens ou services, mais de dégager du profit pour ses propriétaires, d'ailleurs généralement peu importe pour l'actionnaire ce que l'entreprise produit . En affranchissant l'entreprise de cette contrainte de propriété, elle pourrait retrouver son véritable rôle premier de productrice de richesses, et sa véritable autonomie (liberté).

L'entreprise socialisée resterait gérée par son conseil d'administration et rien ne changerait dans le fonctionnement du rôle productif de l'entreprise. Le rôle du conseil d'administration ne serait plus de diriger l'entreprise dans le sens du profit du propriétaire privé, mais dans le sens de l'intérêt commun de l'entreprise, de ses travailleurs, et des consommateurs de sa production. Le conseil d'administration deviendrait un simple organisme de gestion où les pratiques démocratiques deviendraient enfin possible. Dans le sens d'un intérêt social plus vaste de l'entreprise, ce conseil pourrait s'ouvrir à des représentants d'associations de consommateurs et de collectivités locales.

Avant d'aborder les méthodes de financement de l'entreprise, nous examinerons l'aspect monétaire et financier du système socialiste autogéré.

### 4.) Socialisation du crédit.

Supprimer le privilège qu'accorde le droit au crédit privé, ne signifie pas que nous devrions supprimer le crédit. Le crédit est indispensable à l'économie moderne, c'est lui qui permet l'existence de la monnaie, qui permet l'investissement nécessaire à toute production. Il y a deux phénomènes différents dans le crédit : le fait de prêter de l'argent, et le fait d'en percevoir des intérêts. Il est sans intérêt de vouloir interdire à un individu de prêter de l'argent à un autre, là où cela pose problème c'est si cet argent est prêté contre intérêt, il s'agit alors de propriété lucrative source d'inégalité économique. Toutefois, ce n'est pas grâce au crédit sans intérêt que les particuliers prêteront leur argent aux entreprises, il est donc nécessaire de mettre en place un système de crédit public, remplaçant le système bancaire actuel fonctionnant suivant le principe du crédit privé. Les banques

privées, qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos de leurs créanciers, dégagent leur profit à partir de ce droit au crédit privé. Il est bien clair que si elles ne peuvent plus prêter contre intérêt, elles perdent leur source essentielle de revenus et n'ont plus qu'à mettre la clé sous la porte. L'abolition de ce privilège implique donc une restructuration du système bancaire, et la création d'une Banque Publique.

La Banque Publique remplacerait l'ancien système fondé d'une part sur une Banque Centrale : la Banque de France, et d'autre part sur les banques commerciales. La Banque Centrale est aujourd'hui principalement chargée de subvenir aux besoins de liquidités des banques privées. Elle est, de fait, au service de ces banques, c'est un outil public au service des intérêts privés.

## 5.) La Banque Publique.

### Nature et objectifs.

La Banque Publique serait chargée de gérer le système monétaire, de gérer les comptes courants des citoyens, d'assurer l'accès à l'investissement pour les entreprises, voire éventuellement de redistribuer une partie des richesses créés par ces dernières. Dans le but de séparer les pouvoirs économiques et politiques, elle serait autonome et totalement détachée du pouvoir politique représenté par le gouvernement, tout comme l'est d'ailleurs la Banque de France depuis 1993. La Banque Publique serait bien entendu elle même une administration socialisée, elle serait gérée par un conseil d'administration, représentant les différentes composantes économiques de la société : producteurs et consommateurs. Des représentants des collectivités locales ou nationales (pouvoir politique) pourraient y être présents, mais principalement à titre consultatif, ceci afin de ne pas remettre en cause l'indépendance de la banque publique et de bien séparer pouvoir économique et pouvoir politique. En effet, l'histoire économique nous a déjà montré les inconvénients d'une banque centrale dépendante du pouvoir politique, et les manipulations à visées électorales que cette dépendance autorise.

La mission de la Banque Publique ne serait pas celle d'une banque capitaliste privée, dont le rôle est de dégager du profit pour ses actionnaires, mais serait déterminée par la loi, dans le sens de l'intérêt économique de l'ensemble de la population. Son objectif premier serait de faciliter l'activité économique, c'est à dire la production et la consommation de biens. S'il n'est d'aucun intérêt d'interdire le prêt de monnaie dans un système socialiste autogéré, seule la Banque Publique aurait le droit de réclamer un intérêt. Son taux serait déterminé non en fonction d'un quelconque profit, mais afin de permettre à la banque de couvrir ses frais de fonctionnement, de compenser les créances irrécupérables, et de pouvoir agir comme levier afin de réguler l'activité économique.

### La Banque Publique et l'investissement des entreprises.

L'investissement ne pouvant plus être assuré par les intérêts privés, ce deviendrait un des rôles de la Banque Publique. Des commissions locales et nationales seraient chargées d'examiner les demandes de financement des

entreprises, et d'accorder des prêts à celles-ci. Contrairement au "marché financier capitaliste", qui n'accorde des prêts qu'aux entreprises en bonne santé ou à celles dont les projets semblent aptes à dégager de forts profits, la Banque Publique, non soumise à la loi du profit maximum et à court terme, aurait une plus grande latitude pour accorder ces prêts. Les petites entreprises y trouveraient immédiatement avantage.

Contrairement au système capitaliste, où l'attribution de prêts aux entreprises dépend souvent d'un seul responsable ce qui facilite les malversations et l'inefficacité, dans un souci d'équité, les commissions seraient formées de plusieurs membres représentant différentes composantes de la population. Tout comme dans le conseil d'administration de la Banque Publique, nous pourrions trouver dans ces commissions des représentants du monde de l'entreprise (petites et grosses), des collectivités locales, des associations de consommateurs, ou autres associations citoyennes à but d'intérêt général. Dans l'objectif de la plus grande transparence possible, les dossiers des entreprises et les délibérations de ces commissions seraient publics et diffusés sur Internet.

Des services administratifs gratuits pourraient être mis en place, dans le but d'aider les petites entreprises ayant des difficultés à constituer leur dossier. Les commissions seraient suffisamment nombreuses pour que les dossiers soient examinés le plus rapidement possible. Une des missions de la Banque Publique étant de favoriser l'activité économique, le refus d'accorder un prêt ne pourrait être que fortement justifié. Bien sûr, le recours serait possible, et le dossier pourrait être examiné par une deuxième commission différente de la première bien que du même type, voire par une troisième. Les commissions devraient être redondantes dans le but d'un fonctionnement le plus démocratique possible.

Ces quelques réflexions sur la Banque Publique ne sont explicitées, et très partiellement détaillées, que dans le seul but de mettre en évidence quelques principes de base, ceci afin de montrer la faisabilité d'une telle institution. Il ne s'agit pas ici de développer un modèle théorique fini, seule la mise en pratique permettra de construire et d'améliorer cet outil.

## 6.) L'épargne et l'investissement.

Dans le cadre du mode de production capitaliste, l'épargne est un phénomène très important, c'est l'épargne qui permet l'investissement capitaliste et la constitution d'un patrimoine. Le comportement d'épargne est une valeur morale fortement valorisée par ce système. En fait quand nous nous penchons sérieusement sur cette pratique, nous ne pouvons pas ne pas constater des effets fortement négatifs. L'épargne capitaliste est associée à la notion de rentabilité de l'argent, qui a pour principal défaut de concentrer les richesses dans les mains des possédants, les ménages capitalistes les plus riches.

L'épargne consiste à détourner du circuit monétaire de la consommation une quantité de monnaie qui est sensée être dépensée à l'avenir. Cette épargne est soit thésaurisée, soit prêtée aux institutions financières, soit directement investie par leurs propriétaires capitalistes dans des titres divers. Or, comme dans un système financier de monnaie-crédit (selon les principes duquel nous fonctionnons), toute

monnaie correspond à une production de biens, les sommes détournées par l'épargne font défaut sur le marché d'échange des biens de consommation ; conjointement, cette épargne destinée à l'investissement entraîne un développement des moyens de production et de la production de marchandises ; ce processus ne peut qu'entraîner un manque de liquidités sur le marché de la consommation et conduire à une crise de surproduction relative. Nous pouvons constater aujourd'hui les méfaits de l'épargne sur l'économie japonaise, qui voudrait tant que ses citoyens désépargnent. Des économistes voient dans la surépargne une cause majeure de la dépression des années trente. Si une forte épargne pouvait être nécessaire à une époque où la retraite par répartition et la sécurité sociale n'existaient pas, ce n'est plus aujourd'hui le cas dans nos sociétés évoluées.

Les théories économiques capitalistes voient dans l'épargne une nécessité pour dégager les fonds nécessaires à l'investissement productif, une "privation de jouissance immédiate" en vue de prévoir une meilleure consommation à venir. L'exemple anecdotique du Robinson, arrêtant de chasser pendant une journée pour se fabriquer un arc, donc se privant de nourriture ce jour là ne correspond nullement à la réalité de nos pratiques socio-économiques actuelles. Aujourd'hui, le chasseur moderne, si tant est qu'il se nourrit encore du produit de sa chasse, ira s'acheter un arc à crédit et ne se privera nullement d'une jouissance immédiate du produit de sa chasse. Nous pouvons d'ailleurs constater un curieux paradoxe chez les ménages américains, qui possèdent une épargne importante placée en actifs financiers dans leurs fonds de pensions, et sont totalement endettés par leur recours intensif au crédit.

Le concept d'épargne comme privation d'une jouissance immédiate, est un concept barbare, qui peut aller rejoindre les reliques barbares keynésiennes<sup>2</sup>. Mais alors, nous dirons les économistes "barbares", où la Banque Publique trouvera-t-elle la monnaie nécessaire à l'investissement ? Nous leur répondrons que les gens n'épargnent pas forcément pour dégager du profit de leur épargne devenant capital, mais épargnent aussi dans le but d'effectuer des dépenses importantes, de réaliser des projets à terme, ou en cas de "coup dur", par simple précaution. La plus grande partie de cette monnaie sera donc sur leur compte courant à la Banque Publique, et la banque pourra la prêter tout comme le fait le système bancaire capitaliste actuel. Si cette épargne naturelle est insuffisante, la Banque Publique pourra la stimuler en offrant un petit taux d'intérêt, sinon elle pourra trouver la monnaie nécessaire aux nouveaux investissements dans la pure création monétaire, tout comme le fait aussi le système bancaire capitaliste actuel.

## 7.) Les autres sources de propriété lucrative.

Si le droit de propriété lucrative concerne surtout l'entreprise et le crédit, il en existe d'autres formes. On distingue principalement le droit de propriété immobilière, le droit de propriété foncière, le droit de propriété intellectuelle. Ces formes de propriété sont une source de revenu particulier appelé "rente", et permettant, tout comme le profit et l'intérêt, une source croissante d'enrichissement et d'inégalité, accentuée par l'intermédiaire de la transmission de patrimoine.

---

<sup>2</sup> Keynes, qui accordait un rôle très important à l'épargne, considérait l'or monnaie métallique comme une "relique barbare"

### La propriété immobilière.

Comme nous l'avons dit précédemment, quand on parle d'abolir le droit de propriété, il s'agit du droit de propriété lucrative. Cela ne concerne pas la propriété des biens d'usage personnel, et chacun pourrait être libre de posséder les maisons ou appartements qu'il utilise pour lui-même. Le problème pourrait toutefois se poser dans le cas d'individus possédant plusieurs biens immobiliers en vue de leur location. Serait-il souhaitable d'interdire totalement à quelqu'un de posséder plusieurs maisons et d'en tirer un revenu par l'intermédiaire de la location ?

On constate que dans le système capitaliste actuel, des individus tirent leur revenu de la possession d'un patrimoine immobilier. Au delà d'un certain nombre d'unités locatives, le propriétaire cumule des revenus qu'il ne dépense pas pour sa consommation personnelle. Ces revenus non consommés lui permettent d'acheter d'autres unités, et d'accroître sans limite sa propriété et ses revenus. Parfois des quartiers pratiquement entiers appartiennent ainsi à un seul propriétaire ou à une seule famille.

Demandons nous d'abord si dans un système socialiste, une telle situation serait possible. L'enrichissement personnel grâce à son travail ou à son génie créateur serait bien sûr possible, et on pourrait parfaitement accepter qu'un individu achète avec son argent des maisons, et les loue, rendant par là un service à ceux qui ne veulent pas devenir propriétaire et préfèrent louer leur logement. Le problème viendrait plutôt si cet individu avait reçu le droit de propriété de ses maisons par l'intermédiaire du privilège de la naissance, c'est à dire par l'héritage. En limitant le droit d'héritage nous pourrions parfaitement éliminer cette source d'inégalité, sans pour autant remettre totalement en cause le droit de propriété immobilier lucratif. D'autre part, dans un système socialiste, un crédit au logement peu élevé devant permettre à un maximum de ménages de s'acheter leur propre logement, et la mise à disposition de logements sociaux bon marché, devraient rapidement saturer le marché locatif. Dans ce cas, les "revenus de la location" ne pourraient être que peu élevés, et ne motiveraient guère ce genre de pratique.

Un problème se pose néanmoins lors de la transition vers le socialisme. Serait-il acceptable que les propriétaires loueurs conservent leur privilège jusqu'à la fin de leurs jours ? Y aurait-il une raison d'accepter cet état de fait et de le perpétuer ? Des mesures juridiques pourraient peut-être être prises pour limiter ce droit de propriété à un nombre d'unités maximum (à déterminer), et obliger par la loi les propriétaires loueurs à vendre les logements dépassant ce maximum.

### La propriété foncière.

Notre démarche ne repose pas sur des quelconques principes, mais pour une fois nous ferons une exception, nous partirons du principe que la terre n'appartient à personne. On peut concevoir la notion de "droit de jouissance", par exemple pour le petit lopin entourant son habitation, mais le droit de propriété privée de la terre est inconcevable.

Dans certaines de nos régions, la proportion de forêts privées (généralement interdites aux promeneurs et chercheurs de champignons) dépasse les 70%, et les gros propriétaires en tirent des revenus très importants, parfois au détriment de l'écosystème et du patrimoine naturel. Si les revenus de la location de la terre agricole ont, pour la plupart, diminué depuis le début du siècle, ils n'ont pas disparu pour autant, ils ont même augmenté dans certains cas (par exemple certaines zones viticoles). Ce privilège doit disparaître pour deux raisons, la première suivant le principe que la terre n'appartient à personne, la deuxième étant que le droit de propriété de la terre est ici considéré comme un droit de propriété lucrative, et ne pourrait donc qu'être socialisé.

Une administration locale pourrait être chargée de gérer les zones forestières, et d'attribuer un droit d'utilisation des terres agricoles, favorisant de préférence une production traditionnelle de qualité, respectueuse des normes écologiques.

### La propriété intellectuelle.

Il existe plusieurs formes de droit de propriété intellectuelle, celle qui nous intéresse principalement concerne ce qu'on appelle les brevets d'invention. Dans le cadre du système capitaliste, les entreprises sont soumises à la concurrence qui tend à faire baisser leur taux de profit, un des principaux moyens d'augmenter ce taux est l'innovation. L'entreprise moderne comporte un secteur spécialisé dans la recherche de nouveaux produits, et dans la recherche de l'innovation technologique. L'entreprise, qui met au point une nouvelle technologie plus productive que celle de ses concurrents, peut diminuer ses coûts de production. Elle peut, soit dégager un surprofit en ne répercutant pas cette baisse sur ses prix de vente, soit prendre des parts de marché en baissant ses prix. Cette innovation entraîne le dépôt de brevets d'invention, auquel est associé la notion de "rente technologique". La rente technologique est considérée comme un moyen de récompenser la créativité génératrice de progrès. Nous remarquons que généralement cette rente ne se fait pas au bénéfice réel du chercheur auteur de l'invention, mais au bénéfice des actionnaires de l'entreprise qui sont les seuls à en bénéficier avant que le brevet ne tombe dans le domaine public. Dans le système capitaliste, l'entreprise peut vendre les droits d'utilisation de son brevet mais peut en garder l'exclusivité, ce qui entraîne le plus souvent une situation de monopole, antagonique à la notion de concurrence. Cet effet pervers serait inacceptable dans un système socialiste. Que l'inventeur soit récompensé pour son travail créatif est tout à fait normal, qu'il en abuse ne l'est pas. Cet abus est encore plus anormal quand il se fait non au bénéfice des vrais inventeurs, mais au bénéfice de ceux qui se sont appropriés les droits de propriété de l'invention grâce à leur seule fortune.

Ce phénomène de mise en situation de monopole par l'intermédiaire du brevet d'invention est en fait particulier à la création industrielle. La création artistique est récompensée suivant un principe différent, par exemple n'importe qui peut interpréter une chanson écrite et déposée par un autre, son créateur perçoit sa récompense par l'intermédiaire du "droit d'auteur". Ce principe permet à chacun de disposer de l'invention d'un autre tout en en récompensant l'auteur. Dans un

système socialiste, le statut juridique du brevet ne pourrait être défini que dans ce seul sens.

Il est clair que, dans le cadre de l'entreprise capitaliste moderne, l'espoir de profits qu'entraîne le droit de propriété intellectuelle est devenu un moteur essentiel pour la recherche et l'innovation technologique. On peut d'ailleurs nous rétorquer que, sans ce droit de propriété lucratif, les entreprises n'auraient aucune raison d'investir dans la recherche, et de faire progresser la technologie productive; que c'est justement la concurrence dans la course au profit qui motive cette recherche. Nous répondrons qu'on peut parfaitement concevoir que cette concurrence puisse être remplacée par la coopération entre les entreprises d'une même branche. Quand on observe la production des entreprises capitalistes dans un secteur donné, par exemple l'automobile, on peut constater que les différences entre produits d'une même gamme sont très faibles. La concurrence a fait évoluer les modèles, mais ils ont tous évolués ensemble et dans la même direction, pour finalement aboutir à une espèce de standardisation dans les mêmes gammes de prix. Rien ne nous dit que si au lieu de travailler en concurrence, mais en coopération, ces progrès n'auraient pas été plus rapide, en tout les cas ils auraient été moins coûteux. Ce n'est pas la concurrence qui a permis d'innover en créant le TGV, et c'est bien la coopération qui a permis l'existence de l'Airbus.

## 8.) Quelques réflexions diverses d'ordre économique.

### Concurrence, trusts et monopoles.

Si nous avons précédemment dit beaucoup de mal de la concurrence et de ses effets pervers dans le cadre du mode de production capitaliste, nous y avons relevé quelques effets positifs. La concurrence y est incitative à assurer le développement technologique, lequel permet à l'humain de s'affranchir de plus en plus de la corvée du travail productif. Malheureusement cela se fait non au profit réel du travailleur, mais au profit du seul capitaliste. Quelle place pouvons nous accorder à la concurrence dans un système socialiste ? L'esprit humain étant ce qu'il est : l'esprit de concurrence est-il naturel chez l'humain, ou est-il consécutif à un conditionnement culturel ? Une fois les besoins humains satisfaits dans le cadre d'une société d'abondance, cet esprit de concurrence sera-t-il encore présent ? Bien malin qui pourrait objectivement répondre à ces questions. Comme on ne peut pas décréter l'abolition de l'esprit de concurrence, on est obligés d'en tenir compte et d'envisager des mesures juridiques dans le domaine économique, ceci en vue de pallier à de possibles effets pervers.

Dans le cadre du système capitaliste, la concurrence associée au droit de propriété de l'entreprise conduit inévitablement, par l'intermédiaire de l'achat ou la mise en faillite des entreprises concurrentes, à la concentration de la production et à la mise en place de monopoles ou d'oligopoles. La grosse société réalise des "économies d'échelle" (les coûts de production unitaire d'un bien produit en grande quantité sont généralement inférieurs à ceux d'un bien produit en petite quantité), ce qui lui donne un net avantage sur la petite entreprise fabriquant des produits équivalents en quantité moindre. Ce processus de concentration a donné naissance à des lois anti-trust dans certains pays (États-Unis par exemple).

Ce phénomène économique serait-il encore possible dans un système socialiste autogéré ? Ce qui motive la concentration des entreprises est la recherche du profit maximum. Si le profit a disparu, la motivation des membres de l'entreprise à dégager des revenus maximum est toujours présente, les économies d'échelles et la situation de monopole sont donc toujours pour elles des objectifs souhaitables. Il est évidemment devenu impossible d'acheter les entreprises concurrentes, mais le risque de s'en débarrasser en les entraînant à la faillite est toujours présent. Un dispositif juridique pourrait donc être étudié pour éviter ce risque.

#### La publicité.

La publicité sert, d'une part à faire connaître un nouveau produit, et d'autre part à faire mieux vendre les produits de l'entreprise. Les sommes consacrées à la publicité sont énormes, se répercutent sur les coûts de production et sont payées par le consommateur. Les entreprises disposant de gros moyens financiers sont très avantagées par ce principe qui apparaît donc comme fortement inégalitaire. La publicité fausse la concurrence, elle désinforme plus qu'elle n'informe.

Des mesures limitant la publicité devraient donc être envisagées. On pourrait parfaitement envisager un plafonnement des dépenses de publicité, et mettre en place une information sur les produits nouveaux dans un but de véritable information du consommateur.

#### La transparence.

Le moins que l'on puisse dire est que l'entreprise capitaliste est particulièrement opaque. Il n'est pas toujours facile de savoir ce qui se passe dans une entreprise capitaliste, les délibérations des conseils d'administrations sont souvent secrètes et la comptabilité de l'entreprise peu accessible. C'est d'ailleurs un reproche que lui font d'ordinaire les petits actionnaires. Quand au secteur consacré à la recherche, il est bien entendu entouré du plus grand secret, ce qui fait fleurir l'espionnage économique. Certaines entreprises de service pratiquent parfois des prix "à la tête du client", ce qui s'apparente souvent à de la corruption. Ces pratiques, le plus souvent déjà illégales, ne pourront disparaître que grâce à une transparence totale.

La plus grande transparence possible de l'entreprise socialisée serait bien entendu exigée. Dans ce but, la comptabilité de chaque entreprise, et un compte-rendu de ses réunions de Conseil d'administration, devraient être obligatoirement disponibles sur Internet. Bien entendu, le montant des salaires des membres de l'entreprise ne pourraient qu'y apparaître.

#### La concurrence pure et parfaite.

Les mesures préconisées dans les paragraphes précédents, destinées à obtenir la transparence et à limiter les effets pervers de la concurrence dans le cadre d'une économie de marché socialiste, doublées par l'égalité d'accessibilité à

l'investissement par l'intermédiaire de la Banque Publique, ne pourraient qu'amener le système économique vers un système de concurrence pure et parfaite. Si cette expression n'évoque pas grand chose au non économiste, elle est néanmoins très importante. Les théories mathématiques appliquées à l'économie (Walras, Debreu) montrent qu'un état d'équilibre peut être atteint. Le principal reproche habituellement fait à ces théories est que celles-ci ne peuvent fonctionner que dans un système de concurrence pure et parfaite. Ce qui était évidemment impossible dans un système basé sur l'intérêt personnel capitaliste, deviendrait possible dans le système socialiste autogéré.

## 9.) Quelques réflexions d'ordre socio-économiques.

### Le droit au travail.

La république capitaliste que nous connaissons, reconnaît le "droit au travail", mais celui-ci est restreint à la seule liberté de travailler, c'est un droit formel, non réel. Le réel droit au travail est une nécessité, car le travail est, pour l'individu, le moyen de gagner son autonomie, sa liberté. La communauté devrait fournir le moyen d'assurer sa subsistance et son épanouissement à tout individu. C'est-à-dire un travail rémunéré si celui-ci le souhaite.

Dans une société capitaliste le travail joue un rôle particulier. Il permet la production de biens de consommation et, en même temps, l'accumulation du capital au seul bénéfice d'une minorité. Une part importante du produit du travail est ainsi confisquée à la société. Le paradoxe est que le travail est hautement valorisé, alors qu'une grande partie de la population en est privée. La vérité est que les progrès technologiques permettraient à l'humain de travailler beaucoup moins, et de profiter d'un temps de loisir beaucoup plus important. Le travail est essentiellement une corvée nécessaire à l'être humain pour assurer sa subsistance et son confort de vie, le travail est un moyen et non pas un but.

Une organisation rationnelle de la production, dans un système socialisé, devrait permettre de diminuer de manière importante la durée du temps de travail nécessaire, et donc d'augmenter le temps de loisir. Ironie de l'histoire, le socialisme ne pourrait être que cette fameuse société de loisirs, vers laquelle devait nous conduire le capitalisme.

### Redéfinir le rôle du travail.

Longtemps, le travail a été une valeur primordiale, il fallait travailler dur pour assurer les besoins premiers de l'individu. Aujourd'hui, le progrès technologique fait que le besoin de main d'œuvre a beaucoup diminué. La productivité des machines numérisées fait que la production nécessite de moins en moins de travail humain, et en nécessitera de moins en moins, le problème qui se pose aujourd'hui est comment faire pour donner du travail à tout le monde. D'autre part, le capitalisme génère un gaspillage de la force de travail, une importante quantité de celle-ci y est requise pour des tâches n'ayant rien à voir avec la production réelle. Par exemple, une grande partie des emplois dans le domaine financier sont nécessités par la gestion du capital privé (bourse, conseillers

d'investissement, etc.) Ce gaspillage de force de travail, devenu inutile, disparaîtrait dans la société socialiste, et augmenterait d'autant la quantité de force de travail disponible pour la production réelle de biens et de services.

Aujourd'hui, celui qui travaille gagne de l'argent mais n'a pas forcément le temps de le dépenser, et celui qui n'a pas de travail (sauf le rentier privilégié, bien entendu) a du temps, mais pas d'argent pour en profiter. La société de demain pourrait être une société où le temps de loisir prendrait toute son importance. La notion de loisir prenant un sens variable chez chaque individu, certains préférant des loisirs sportifs, créatifs, culturels, formateurs, intellectuels.... Le temps de loisir pouvant bien entendu être du temps de travail personnel. Le temps libre, c'est la possibilité pour l'humain d'assouvir ses passions, et la variété des passions humaines est infinie. Denis Papin n'a pas découvert la force de la vapeur par appât du gain, Pasteur n'a pas découvert le vaccin contre la rage dans un souci mercantile, les plus grandes découvertes de l'humanité ont été faites avec la passion créatrice comme motivation principale.

La passion est un moteur de l'humanité, le véritable moteur de l'entreprise humaine. Une fois les besoins essentiels assouvis, c'est certainement un moteur plus important que l'appât du gain. Pour assouvir ses passions, l'individu aura besoin de moyens, si toutefois elles n'engendrent déjà pas chez lui une activité rémunératrice. Il éprouvera donc le besoin de travailler pour gagner l'argent nécessaire à ses projets, et par-là participera au travail nécessaire à la production de biens et de services.

#### Le revenu minimum d'existence (RME), la redistribution sociale.

La crise actuelle nous montre que le problème principal n'est plus la production, mais le déséquilibre entre production et demande de consommation solvable. Pour assurer le droit individuel à une consommation minimum pour les plus déshérités, un revenu minimum doit être assuré à l'ensemble de la population. Toutefois, il est clair qu'un revenu assuré aux seuls chômeurs peut être incitatif à ne pas prendre un emploi, ceci dans un système capitaliste mais probablement aussi dans un système socialisé. Une autre piste existe, il s'agit du "revenu minimum d'existence". Le RME pourrait être versé à tout individu, ce serait un droit économique. Ce serait une forme de revenu de la redistribution sociale, tout comme le sont aujourd'hui nos retraites et notre sécurité sociale. Il serait, de la même manière, financé par une partie de la richesse créée dans les entreprises.

La redistribution sociale est une forme de revenu, qui s'ajoute aux sources de revenus que sont le salaire, le profit, et la rente. C'est une approche, en terme de socialisation des revenus, qui s'est surtout avérée utile au système capitaliste pour l'aider à sortir de certaines crises économiques et sociales. La redistribution sociale peut être considérée comme une somme d'acquis sociaux, qui ont vu le jour sous la pression des luttes sociales. C'est une part de richesse, prélevée sur la richesse produite dans le cadre des entreprises, et qui sert à assurer un revenu socialisé à ceux qui sont privés de salaire pour des raisons diverses (chômage, maladie, vieillesse). Cette redistribution sociale pose actuellement des problèmes au système capitaliste, elle est l'enjeu d'un combat idéologique mené ouvertement par les lobbies financiers, qui souhaitent diminuer cette part de richesse socialisée, et

soustraite à la dualité du salaire et du profit. Aujourd'hui le capitalisme est devenu un adversaire de ce revenu socialisé, dans la disparition duquel il voit une source possible d'augmentation de ses profits. Il voit aussi, par l'intermédiaire de la retraite par capitalisation, une possibilité de croissance du capital, bien utile à cette période où le capital mondialisé semble en voie d'atteindre une limite à sa croissance. Ce concept de revenu socialisé est par nature d'essence socialiste, il ne pourrait que s'épanouir dans le cadre d'un système socio-économique socialisé, et le RME (qu'on pourrait tout aussi bien appeler RMS, Revenu Minimum Socialisé) pourrait en devenir la forme essentielle.

Le développement technologique constant entraîne une augmentation de la productivité croissante. La somme de travail humain nécessaire pour la production de biens de consommation diminue sans cesse. Comme nous l'avons déjà dit, la force de travail disponible est aujourd'hui largement supérieure aux besoins de la production et le deviendra de plus en plus, on pourrait bien entendu limiter le temps de travail de chacun pour mieux le partager. En dehors du fait que ce serait une atteinte à la liberté individuelle, imposer une limite au temps de travail d'un chercheur, d'un passionné de son entreprise, est un non sens. Cet individu ne travaille pas pour s'enrichir sans limite, mais parce que son activité le passionne. La notion de travail moyen, consistant à partager le temps de travail global nécessaire entre tous les individus, est une hypothèse irréaliste, car ne tenant pas compte des différences entre chaque individu. Le RME rendrait possible une nouvelle forme de gestion du temps de travail. Il offrirait la possibilité de laisser chaque individu estimer le temps de travail qui lui serait nécessaire et suffisant pour assurer ses propres besoins. Certains préféreraient travailler quelques heures par jour, d'autres préféreraient travailler plus sur certaines périodes pour se réserver des périodes de loisir plus importantes, tout cela en fonction des possibilités qui leur seraient offertes par la nécessité de la production de biens et services. Certains pourraient travailler beaucoup car leur travail les passionne, et d'autres pourraient préférer travailler le moins possible pour mieux se consacrer à leurs loisirs ou à leur paresse, ce qui est leur droit individuel.

Il est évident que ce revenu ne serait pas destiné à remplacer totalement les revenus du travail, il pourrait seulement dans un premier temps permettre à chaque citoyen d'assurer ses besoins minimaux. Libre à chacun de vouloir travailler le temps qu'il juge utile, pour s'assurer un confort de vie supplémentaire, pour pouvoir financer ses temps de loisirs. Comme dit précédemment, la communauté devrait assurer à chacun le droit au travail, c'est à dire fournir un travail à qui en fait la demande, et dans la mesure du possible pour la durée ou l'intensité qu'il le souhaite. Dans le but d'équilibrer l'offre et la demande d'emploi, le montant du RME ne serait pas fixe et déterminé une fois pour toute. Si la demande d'emploi devenait trop importante par rapport aux besoins réels de la production, une augmentation du RME permettrait à une partie de la population, qui considère le travail essentiellement comme une corvée, d'augmenter son temps de loisir et de moins travailler. C'est donc un outil très important et non contraignant pour la répartition du travail dans la population.

Comme la productivité ne peut qu'augmenter, et que dans une société d'abondance les besoins humains ne sont nullement illimités, il est parfaitement concevable qu'une partie de la population qui atteint la limite de ses besoins puisse s'abstenir de tout travail social, et laisser ce travail à ceux dont les besoins

personnels sont plus importants. Le concept de RME pourrait donc, à terme, permettre d'assurer plus que les besoins minimaux de l'individu, nous pourrions alors nous diriger vers un stade supérieur du socialisme qui pourrait correspondre à ce qu'on appelle le communisme ("A chacun selon ses besoins"). Mais nous n'en sommes pas là et laisserons cette approche aux générations futures, le problème actuel se limite pour l'instant au seul socialisme ("A chacun selon son travail").

## 10.) Conclusion du chapitre sur l'économie socialiste autogérée.

Le système économique, dont nous venons de tirer les grandes lignes de fonctionnement, présente une rupture avec le système capitaliste. Mais en fait, y a-t-il vraiment une rupture ? N'y aurait-il pas plutôt une simple évolution ? Un simple dépassement, permis par la suppression de contraintes imposant des limites au système capitaliste moderne ?

Si les intérêts privés voient immédiatement, dans la perte du privilège de la richesse, les désagréments que ce changement de système leur apporterait, en est-il de même pour le système économique lui-même ? Quel désavantage, le remplacement du financement privé par un financement public, peut-il apporter à l'entreprise ? Pour se financer : au lieu d'émettre des obligations, des actions, ou de faire appel aux crédits des banques privées, l'entreprise n'a qu'à utiliser le crédit public que lui accorde la Banque Publique. Le financement public joue ici un rôle équivalent au financement privé, l'entreprise est financée sans problème. Si le mode de financement lui-même n'apporte apparemment aucun désavantage au fonctionnement de l'entreprise, par contre certains avantages apparaissent.

Le Premier avantage est que l'entreprise serait débarrassée de la charge du versement éternel de dividendes aux actionnaires. Il faut voir que certaines vieilles sociétés ont émis des actions il y a très longtemps, ces titres de propriété existent encore et ont déjà rapporté de nombreuses fois leur valeur d'achat initiale. Les entreprises sont soumises, à vie, à cette obligation de paiement du droit de propriété. Dans un système débarrassé de cette contrainte, l'entreprise n'aurait plus qu'à rembourser ses emprunts, sans être soumise au boulet du versement éternel.

Le deuxième avantage est que l'entreprise serait véritablement libre. J'entends le mot entreprise dans son sens "unité de production", aussi bien que dans son sens de "système de libre entreprise". **Ce système apparaît comme un système véritablement libéral.** D'une part l'entreprise "unité de production" serait libre dans le sens où elle n'appartiendrait plus à personne. Elle n'aurait plus à rendre des comptes, à des maîtres dont elle était l'objet de profit. Mais d'autre part, grâce au financement public, la "libre entreprise" deviendrait facilitée. La Banque Publique ne serait plus soumise à la contrainte de profit des banques capitalistes privées, elle pourrait se permettre de prendre un peu plus de risques, d'assurer certains financements qui n'auraient pas paru suffisamment lucratifs à des banques privées. L'entrepreneur, ayant un projet cohérent et apparemment viable, devrait pouvoir trouver de l'aide et du financement auprès de la Banque Publique plus facilement qu'auprès des banques privées, parfois frileuses même pour de faibles sommes. On pourrait bien sûr mettre en place des structures chargées de faciliter la libre entreprise, chargées de simplifier la tâche des entrepreneurs et leur éviter de perdre leur précieuse énergie dans l'ingratitude des procédures administratives.

Comme tout système économique rationnel et porteur de progrès, un système socialiste ne peut qu'encourager les individus entreprenants, on pourrait aussi imaginer que l'entrepreneur, créateur d'une entreprise, bénéficie d'un statut privilégié dans son Conseil d'administration.

### **III.) SOCIALISME AUTOGÉRÉ ET SOCIÉTÉ.**

Dans sa précédente version sur internet, ce texte présentait un chapitre traitant de phénomènes sociétaux découlant de la transition vers un système économique socialisé. Ce chapitre était principalement centré sur les améliorations qu'un tel système apportait au niveau de l'État et des institutions. Ce passage alourdissait ce texte, et sortait du cadre essentiellement économique qui nous intéressait, pour nous entraîner vers des considérations d'ordre politique ou philosophique. Il est évident que les changements d'ordre économique, induits par une socialisation de notre mode de production, ne pourront qu'entraîner des changements dans le fonctionnement de la démocratie républicaine. Un tel changement de système économique entraînerait de fait la disparition des classes sociales telles que nous les connaissons aujourd'hui. D'autre part, un des rôles principaux de l'État capitaliste est de défendre le droit de propriété lucrative, c'est au nom de la défense du droit de propriété inscrite dans la Constitution que l'État utilise le plus sa force de répression. Les "CRS robocops" derrière leurs armures de kevlar, armés de leurs canons à eau et de leurs fusils lanceurs de grenades parfois meurtrières, ne sont pas envoyés contre les voleurs s'attaquant au droit de propriété d'usage. De nos jours, l'État envoie essentiellement ses forces de répression gazer et matraquer des travailleurs revendiquant des droits de type économique, ou des manifestants protestant contre la mondialisation économique capitaliste. Ce n'est pas le droit de propriété d'usage qui nécessite cet emploi particulièrement spectaculaire de la violence d'État, cette violence est uniquement employée pour défendre le droit de propriété lucrative, face aux inégalités socio-économiques qu'entraîne ce même droit. On peut donc logiquement penser qu'un système socialisé, dans lequel serait aboli le privilège que confère ce droit, verrait immédiatement simplifiée la charge de nos gouvernants. D'autre part, nos dirigeants élus ne seraient plus soumis à la contrainte de la nécessité de croissance du capital, et pourraient enfin prendre des mesures efficaces dans de nombreux domaines relevant de la qualité de vie des citoyens. Par exemple, un gouvernement n'étant plus soumis aux contraintes de rentabilité à court terme qu'impose la course au profit capitaliste, pourrait enfin mettre en place de véritables normes écologiques, sans pour autant craindre une fuite des capitaux vers des cieux moins exigeants.

J'ai aussi supprimé des passages plus techniques, dont en particulier un chapitre comparant les circuits de flux monétaires dans le système capitaliste et dans un système socialisé, cette étude sera reprise dans un autre document. Si j'ai entrepris cette étude théorique de ce que pourrait être un système socialisé moderne, c'est avant tout pour m'assurer qu'un tel système était possible, que l'on pouvait supprimer les contradictions internes au capitalisme sans pour autant en supprimer ses aspects positifs. C'est pour montrer que le socialisme libéral était un moyen de dépasser le capitalisme, un moyen d'améliorer le système socio-économique sans pour autant tomber dans des travers totalitaires, mais au contraire en allant vers plus de liberté. Ce texte ne présente que des grandes lignes, les

domaines essentiels que représentent l'aspect financier et productif sont suffisamment développés pour assurer une crédibilité à cette essai. Si certains points peuvent et doivent encore être développés, dans le but de ne pas alourdir ce texte, ils le seront dans des documents complémentaires. Il est toutefois évident que l'étude des détails n'est pas à l'ordre du jour et ne pourrait se faire qu'en situation.

J'ai aussi supprimé un chapitre sur la "manière d'assurer une transition vers le socialisme", et sur "les mesures nécessaires au changement". Ce n'est pas non plus l'objectif de cette étude théorique que de s'occuper des aspects politiques du changement. On peut et on doit bien entendu y réfléchir, il est certain que ce changement ne se fera pas en un jour, même si des mesures constitutionnelles devront à terme être prises et entraîneront une rupture définitive avec le système capitaliste. On peut d'ores et déjà commencer à réfléchir sur des revendications d'ordre social et économique, allant dans le sens d'une véritable socialisation de l'entreprise et du crédit. On peut penser que la crise entraînera des difficultés telles, au sein des entreprises et au niveau de l'emploi et de la production, que pourront apparaître des revendications citoyennes favorables à un nouveau statut juridique des entreprises, les dégageant de la contrainte du profit privé et du droit de propriété. On peut penser que la crise financière majeure qui s'annonce entraînera des difficultés de financement des entreprises telles, que le recours d'abord partiel au crédit public pourrait devenir bien utile pour pallier à la déficience de l'investissement privé. Toutefois, à part chez quelques individus à l'esprit beaucoup plus critique que la moyenne, et ayant déjà pris conscience que le capitalisme était en voie d'atteindre ses limites, le changement n'est pas encore à l'ordre du jour. L'idée même d'un tel changement est totalement étrangère, sinon incongrue, à l'énorme majorité de nos concitoyens abreuvés de propagande optimiste sur le devenir de la libre société capitaliste. Ce type de changement n'apparaît en fait possible que dans le cadre d'une crise grave du système actuel, et si nos analyses nous permettent de savoir que cette crise s'annonce, ce n'est pas le cas de ceux qui ne se posent pas de questions et qui font confiance au discours dominant. Il est alors logique de penser que la crise ouvrira les yeux et les esprits, et qu'une prise de conscience citoyenne interviendra tôt ou tard. Nous entrerions, alors, dans une période de réelle possibilité de changement.

Quelle que soit la manière dont elle s'effectue, que ce soit violemment comme en 1789 et en 1917, ou par l'intermédiaire de réformes démocratiques comme récemment dans les anciens pays de l'empire soviétique, une transition vers un nouveau système socio-économique s'appelle toujours, par définition, une révolution.